

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE  
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Ecole et Syndicalisme

*par Roger HAGNAUER*

L'inégalité des revenus

*par Georges LAMIZET*

Le XXII<sup>e</sup> Congrès de la  
Fédération du Livre

*par Albert SADIK*

C.F.T.C. entre parenthèses

*par Raymond GUILLORÉ*

Les grèves à l'ordre du jour en Espagne

*par FERGOPE*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 11 F  
Un an . . . . . 20 F

### EXTERIEUR

Six mois . . . . . 13 F  
Un an . . . . . 24 F

Le numéro : 2 F

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la rédaction  
et l'Administration à la  
« Révolution prolétarienne »  
21, rue Jean-Robert, Paris (18<sup>e</sup>)  
Téléphone : 607-02-06

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h à 19 h  
Les samedis de 17 h à 19 h

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèque postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 495 - Juin 1964

Anniversaires . . . . .	LE NOYAU
Laisserons-nous entamer le droit de grève ?	
Ecole et syndicalisme . . . . .	R. HAGNAUER
Impressions de Tunisie : réponse à une critique . . . . .	P. RIMBERT
L'inégalité des revenus . . . . .	G. LAMIZET
Chronique de l'Union des Syndicalistes : C.F.I.C. entre parenthèses. — Au P.C., démocratie entre guillemets. — Pour un programme ouvrier. — Participation et intégration. — Après la conférence de Pierre Rimbart . . . . .	R. GUILLORE
La voix des syndicalistes de la Loire : L'activité économique vue d'après les salaires et les revenus . . . . .	U. T.
Informations syndicales.	
La situation dans l'Industrie du verre . . . . .	R. G.
Le XXII <sup>e</sup> Congrès de la Fédération du Livre.	A. SADIK
Notes d'économie et de politique : La dialectique des billets. — Le cerveau ou la main ! Homo sapiens ou homo faber ? . . . . .	R. LOUZON
Lettre d'Espagne : Les grèves à l'ordre du jour . . . . .	FERGOPE
Lettre d'Amérique latine : les deux Vénézuéla. — Election au Chili. — Les événements du Brésil . . . . .	L'ITINERANT
Le « plan de lutte » de la C.G.T. argentine.	J. PRINCE
Hommages à Alfred Rosmer.	
A travers les livres : Histoire de la guerre 1939-45 en mille images.	
Baptiste Marcet est mort.	

## ENTRE NOUS . . .

Notre ami Louis Mercier a écrit d'Amérique du Sud une lettre à Charbit où nous relevons cette opinion sur la « R.P. » qui est en même temps une appréciation générale de notre activité et de ce qu'elle devrait être.

Vue de loin, la R.P. demeure intéressante. Des articles, comme celui de Chaussé, sur le freinage des grèves par la C.G.T., intéressent et éclairent divers militants ici (les Argentins l'ont utilisé dans leurs publications). Mes exemplaires finissent toujours par être piqués par l'un ou l'autre amateur. Ainsi, par hasard, j'ai trouvé un conseiller social nord-américain qui connaissait la revue et m'a enlevé les quelques exemplaires qui surnageaient.

Tu as évidemment raison de dire que nous manquons d'enracinement dans les syndicats, et ton idée de prospecter le milieu F.O. est bonne. Il est probable que du côté C.F.T.C. il existe également des militants qui auraient quelque chose à dire. Pour ma part, je n'ai jamais compris cette sorte de religiosité anticléricale qui empêche bien des éléments F.O. ou S.N.I. de suivre l'évolution de la C.F.T.C. et de la précipiter. Après tout, même les mouvements d'action catholique subissent la pression des événements et sont les produits de circonstances changeantes. Le M.S.U.D. a loupé bien des occasions à la suite de cette allergie.

Ce qui nous manque également, ce sont des études courtes sur des phénomènes nouveaux. Le « manifeste socialiste » de Rimbart, bien sympathique, est davantage une tentative d'adapter du vieux à des situations neuves qu'un essai de saisir les réalités nouvelles. En ce sens je me sens plus marxiste — pour la méthode — que les répétiteurs de formules. Les thèmes ne manquent pas. Par exemple, j'ai bien peur que le gros effort qui est mené en faveur de l'éducation (« à chacun sa chance, avec égalité de savoir ») n'aboutisse assez rapidement à un « pompage » de la classe ouvrière, où il ne restera bientôt plus que des pauvres types, prolongements de machines, manipulés par tous ceux qui ont décroché un diplôme. Ce n'est pas l'enrichissement de la classe ouvrière, c'est de l'appauvrissement. Là encore, l'idée d'« aliénation » devrait être reprise et nourrie avec des cas actuels. Le but poursuivi par le socialisme était l'ouvrier complet, capable d'œuvrer et de penser. Maintenant on divise le travail : les uns pensent, les autres grattent. Un autre thème : dans quelle mesure la classe ouvrière intervient effectivement dans la construction européenne. Et aussi celui de la reprise du contrôle de l'économie, non pas en partant d'en haut, par une similitude participation à des Conseils économiques, mais d'en bas, par l'organisation de l'atelier, du service, du travail lui-même.

Notez bien que notre nouveau numéro de téléphone est 607.02.06  
(et non 07, comme il avait été indiqué par erreur dans notre dernier numéro.)

# ANNIVERSAIRES !

Il y a déjà quatre ans que la *Révolution Pro-létarienne* perdait son fondateur : Pierre Monatte. Il y a déjà plus d'un mois que les cendres d'Alfred Rosmer ont rejoint les siennes au colombarium.

D'aucuns s'étonnent ou s'affligent de notre fidélité. Il leur apparaît que c'est là une forme du « culte de la personnalité ». Ils répètent le vers de l'Internationale : *Du passé faisons table rase !...* Il est vrai que dans les discussions entre survivants du premier noyau de la R.P., chacun a naturellement tendance à se justifier par des citations de Monatte. C'est une faiblesse sans doute. C'est aussi la négation même de l'enseignement de Monatte. Car jamais il ne se déterminait selon des idées préconçues, selon des formules générales et abstraites. Par exemple, il voulait en 1921 maintenir l'unité syndicale à la base, après avoir tenté d'empêcher la scission au sommet. Il conseillait en 1947 de rejoindre les Fédérations F.O. Contradiction ? Non, conclusion d'une expérience de plus de vingt-cinq ans. Car la colonisation des syndicats aboutit tôt ou tard à la fuite silencieuse des syndiqués, bien pire que la scission globale. Monatte ne parlait pas en chef ou en prophète. Son mérite, c'était de traduire clairement ce que nous pensions confusément.

Et ce qui fut toujours le but de toutes ses interventions : c'était l'appel à l'initiative et à l'action. « *Dis-le si tu le penses* » c'était sa consigne. A ceux qui le sollicitaient : « *Tu devrais prendre en mains... !* », il répondait familièrement : « *Prenez-vous, vous-mêmes, par la main !...* »

On n'oublie pas le vers de l'Internationale. La Révolution doit-elle « faire table rase du passé » ? On ne le croit pas, mais il faut le dire. Car le révolutionnaire — comme le nouveau-né dont parle Alain — *se donne pour mission de tout recommencer à neuf.*

Seulement Monatte et Rosmer n'appartiennent pas au passé. C'est leur gloire. C'est aussi notre disgrâce. Car rien de ce qu'ils voulaient ne s'est encore réalisé. Et tout est encore réalisable.

On célèbre cette année le cinquantième anniversaire du déchaînement de 1914. Leur courageuse lucidité — presque unique à cette épo-

que — apparaît aujourd'hui d'une simplicité élémentaire. Il suffisait de dire : *cette guerre n'est pas la guerre de la classe ouvrière.*

On célèbre cette année le vingtième anniversaire de la Libération. Fallait-il participer à la Résistance ? Oui, s'il s'agissait de rétablir *la liberté du mouvement ouvrier.* Mais il fallait reprendre aussitôt son indépendance à l'égard d'une Résistance aboutissant à un nationalisme haineux, à la militarisation — plus ou moins camouflée — du mouvement ouvrier.

Nous célébrerons cette année — et seuls nous pouvons le faire en toute sérénité — le centenaire de la Première Internationale, née de l'initiative spontanée des ouvriers londoniens et parisiens. Marx n'est venu qu'après le rassemblement. *Aspiration ouvrière ! Aspiration socialiste ! Aspiration internationale.* Nous devons d'autant plus fidèles à cet héritage, qu'il est *vivant*, comme celui de Monatte et de Rosmer, c'est-à-dire que l'idéal, issu de la réalité, n'est pas encore en voie de réalisation. Il faut supprimer l'exploitation de la classe ouvrière. Il faut lui ranimer en elle la volonté de réaliser un socialisme qui ne soit pas autoritaire et étatiste. Il faut *faire l'Internationale* pour qu'elle soit le genre humain.

Cette fidélité seule peut justifier notre unité profonde, par delà les générations, les divergences idéologiques. Les anciens ont quelque peine à s'arracher aux souvenirs de leurs oppositions passées. Les jeunes ont quelque peine à participer à un effort qui semble toujours à contre-courant.

Mais la R.P. continue et touchera dans six mois le cap de son quarantième anniversaire. *C'est un cas presque unique de publication qui publie tous ses comptes, ne vit que de ses abonnements et souscriptions, est servie exclusivement par des dévouements bénévoles.*

Ceux qui nous lisent et nous découvrent peuvent venir à nous, sans risquer de se perdre. Ils sauront où va leur argent. Ils sauront que nous lire n'impose aucune obligation — qu'écrire dans la revue n'impose aucune contrainte. Il leur suffit d'avoir confiance en eux-mêmes — et de *devenir ce qu'ils sont.*

LE NOYAU.

## LAISSERONS-NOUS ENTAMER LE DROIT DE GRÈVE ?

Le pouvoir gaulliste poursuit avec obstination — en évitant l'attaque de front — sa politique visant à la limitation du droit de grève.

Il a réussi à faire adopter par une assemblée à sa botte — mais seulement par 240 voix contre 206 — son projet SUPPRIMANT LE DROIT DE GRÈVE A PLUSIEURS CATEGORIES DU PERSONNEL DE LA NAVIGATION AERIENNE.

Ses arguments n'ont pas, de plus, de valeur contre ces travailleurs que pouvaient en avoir ceux des gouvernements du début de ce siècle contre les cheminots. Un travailleur qui n'a plus le droit d'arrêter volontairement son travail n'est plus un homme libre.

Les militants qui nous lisent apporteront « LEUR SOUTIEN PRATIQUE AUX ACTIONS ENVISAGEES PAR PLUSIEURS ORGANISATIONS SYNDICALES AFIN DE FAIRE ECHEC AU PROJET GOUVERNEMENTAL ». Nous reprenons ici les propres termes d'un communiqué de presse de l'Association

« POUR UN MOUVEMENT SYNDICAL UNI ET DEMOCRATIQUE »

# AVANT LE CONGRÈS NATIONAL DES INSTITUTEURS ECOLE ET SYNDICALISME

Ce n'est pas sans quelque mélancolie que je pense au congrès du Syndicat National des Instituteurs qui se tiendra à Lille du 3 au 8 juillet prochains. J'ai regretté dès 1948 la position d'autonomie sur laquelle la grande majorité du syndicat s'était affirmée pour préserver l'unité corporative alors que se consommait la scission confédérale. J'avais prédit que cette unité conviendrait sans en affaiblir l'acuité, la lutte de trois fractions nettement séparées, de plus en plus irréductibles. J'avais redouté une neutralisation corporatiste isolant l'École et l'Université du mouvement ouvrier. Les événements ont confirmé ma prévision et dissipé en partie mes inquiétudes. La majorité autonome, la minorité communiste, la minorité révolutionnaire de l'École Emancipée se déterminent chacune selon des normes qui lui sont propres, soumise à la seule discipline fractionnelle. Par souplesse les camarades de l'École Emancipée se figent dans une opposition intransigeante. Et si les ex-disciples de Staline, à peine déstalinisés effectuent des mouvements tournants, des manœuvres d'enveloppement, leur langage violent ou mielleux n'exprime toujours que des consignes. La majorité s'efforce de déceler ces opérations avec une vigilance plus ou moins rigoureuse, acceptant l'hostilité permanente des uns, refusant souvent la complaisance intermittente des autres.

Mais, le syndicat national n'a pas interrompu les études et les débats sur les problèmes ouvriers ; il a tenté de renouveler l'internationalisme, il s'est opposé brutalement, avec la Fédération de l'Education Nationale, aux profiteurs du coup de force du 13 mai 1958, il a formulé les conditions d'une reconstitution de l'unité syndicale, sur les bases d'une organisation réellement démocratique assurant l'indépendance du syndicalisme. L'autonomie a-t-elle favorisé le rayonnement de ces idées et l'efficacité de cette action ? C'est une autre affaire. C'est déjà quelque chose qu'elle n'ait pas desséché et appauvri l'esprit du syndicalisme universitaire.

## THESES SOCIALISTES SUR L'ECOLE DANS LA NATION

Mais ce qui m'inspire quelque mélancolie, au seuil de la retraite, ce n'est pas d'être réduit au rôle de spectateur dans le cirque où les tendances se heurtent. C'est, plus encore que la crainte de devenir passif et inutile, l'impression d'inachevé, d'insuffisant, de dérisoire que me laisse une carrière assez longue, interrompue seulement par la guerre, les persécutions et une activité marginale fort courte. La disgrâce, ce n'est pas la vieillesse... c'est la lucidité qui mesure la distance entre les aspirations de la jeunesse et le bilan de toute une vie. Et cependant je ne veux pas céder à la déplorable manie de « croulants » s'imaginant que tout croule avec eux. Car justement, ce que nous avons conquis vaut bien ce que nous avons perdu. C'est vrai sur le plan scolaire comme sur le plan social.

Au colloque socialiste des 23 et 24 mai, j'écoutais le remarquable rapport de Robert Verdier sur « *L'École dans la Nation* ». Remarquable, non pas seulement par les idées — qui nous sont depuis longtemps familières — mais par les réalisations immédiatement possibles qu'il propose. Il n'est pas d'évaluation plus sûre des progrès déjà accomplis. Il y a quarante ans, nous ne lancions certaines formules que pour justifier nos ambitions — nos prétentions ! — révolutionnaires. Aujourd'hui, nous

avons quelque peine à les dépasser, parce qu'elles touchent au présent ; et que leur application accomplie ou engagée ne peut être portée au crédit des gouvernements qui passent.

Entendons-nous. Verdier s'irriterait d'un optimisme apaisant contre lequel il multiplie les critiques et les inquiétudes. Mais il dit bien que « *la nécessité des réformes est ressentie de plus en plus vivement sous la pression des faits par un nombre de plus en plus grand de Français* ». Et il ajoute que « *même si ces problèmes n'avaient pas revêtu un caractère d'actualité, ils devraient être considérés comme essentiels par des socialistes* ».

L'exposé des motifs se réfère aussi bien aux faits actuels qu'aux obligations socialistes :

*L'emploi de travailleurs à compétence technique de plus en plus élevée.*

*Le temps de plus en plus long employé aux loisirs imposant une culture de plus en plus riche.*

*La vie publique exigeant des connaissances générales de plus en plus étendues, l'esprit critique et une grande maîtrise des moyens d'expression de la pensée.*

Nous ne citons pas — pour ne pas alourdir cet article — l'analyse de la situation actuelle, fort exacte et suggestive, mais dont l'essentiel a déjà été formulé ici : Croissance des effectifs du Second degré plus rapide et plus dense proportionnellement que celle de la population scolaire — Faiblesse ridicule du contingent d'origine ouvrière et paysanne dans l'enseignement secondaire long et dans l'enseignement supérieur — Insuffisance des moyens financiers — Disproportion entre les besoins et les moyens de l'enseignement technique, etc.

## ORIENTATION ET NON SELECTION

Le programme de Robert Verdier est à la fois maximum et minimum — il engage *directement* l'avenir en s'accrochant à l'irréversible mouvement actuel — il implique tout autre chose que des promesses électorales ou des intentions gouvernementales : soit la responsabilité de tous les militants ouvriers, libéraux et socialistes et des artisans syndicalistes de l'Enseignement — cela suffit pour justifier une adhésion sans réserves, aussi l'éclairage de questions qu'il pose et qui ne peuvent être résolues que par l'intervention et l'action du syndicalisme universitaire.

D'autant plus que nos références peuvent remonter au-delà des travaux de la Commission Langevin-Wailon, dont la date (1945) et le titre riment des thèmes d'une propagande facilement repérable. Les projets présentés en 1931 par la *Fédération confédérée de l'Enseignement*, adoptés par la *C.G.T. dite réformiste*, puis par le *Secrétariat professionnel international de l'Enseignement*, enfin par la *Fédération syndicale internationale* d'avant-guerre, portent l'essentiel des réformes actuelles et des opportunes anticipations.

C'est-à-dire la substitution totale de l'*orientation* à la *sélection*. Ce qui est définitivement clos, c'est le temps d'un enseignement secondaire conçu pour consacrer la hiérarchie des classes sociales et des valeurs intellectuelles, dont le recrutement dépend d'options préalables, de compétitions et d'éliminations de plus en plus rigoureuses. Ce n'est plus un enseignement secondaire offert à tous (comme Hugo le formulait) *mais imposé à tous* jusqu'à 18 ans, propose notamment Verdier. L'orientation ne jouera qu'au seuil de l'adolescence : en-

core ne pourra-t-elle être définitivement fixée à quatorze ans. La prétention des latinistes de choisir à onze ans les élus voués à la culture classique n'est plus aujourd'hui qu'un archaïsme attendrissant et dérisoire.

Si la sélection à onze ans ne dépendait que d'un scandaleux arbitraire, si l'orientation définitive à quatorze ans (même fixée à la suite de consultations permanentes des maîtres, des éducateurs et des psychologues) ne tient compte ni des mutations internes à l'âge dangereux de la puberté, ni des mutations externes en un temps de bouleversements scientifiques et techniques — une véritable rénovation de l'Enseignement impose quatre préalables fondamentaux :

1. Une égalité de chances réelle, absolue, en fin d'orientation, entre tous les élèves du secondaire : lycéens ou collégiens (1).

2. La nécessité, au-delà même du cycle d'orientation, de maintenir des disciplines communes éducatives, hors des spécialisations professionnelles, techniques, culturelles...

3. La nécessité de donner de plus en plus à l'enseignement technique un caractère polyvalent.

4. La nécessité de classer les maîtres et les professeurs selon deux normes d'appréciation — d'une part, ceux que des titres universitaires témoignant de connaissances de plus en plus étendues, qualifient pour les enseignements spécialisés — d'autre part, ceux que leur valeur pédagogique (exclusivement pédagogique) qualifie pour l'éducation générale. Et si l'on envisage qu'en chaque maître ou professeur, la spécialisation viendra après la formation pédagogique, ce sera tout bénéfique pour l'enseignement.

Car, il faut répéter des vérités de simple bon sens. Le métier d'éducateur s'acquiert bien mieux dans les classes élémentaires, les cours préparatoires, les écoles maternelles qu'au lycée ou en faculté. Ainsi on envisagerait qu'une agrégée de lettres ou de sciences s'abaissât jusqu'aux petits du jardin d'enfants ?

Pourquoi pas ? L'héroïne de Léon Frapié se met à genoux pour être au même niveau que les petits. Mme Montessori, Decroly, et notre Paul Robin (2) — savants érudits — ne crurent pas déchoir en s'attachant à l'initiation des « moins de six ans ». C'est dans les méthodes des écoles maternelles que l'éminent mathématicien Maurice Weber décelait « le germe d'un humanisme nouveau » ! Et c'est avec les plus jeunes de nos enfants de la Maison de Sèvres, que nos amis Walusinsky et Ruff expérimentèrent les nouvelles méthodes d'enseignement des mathématiques.

Abusive prétention. Alors la science et la culture ne seraient plus les critères fondamentaux ? Non, car l'essentiel c'est le moyen de faire acquérir la science et accéder à la culture. « Il vaut mieux mal enseigner des choses exactes, que bien enseigner

(1) Cette égalité de chance n'existe pas. Pour les raisons formulées par Verdier. Aussi, parce que le passage du premier au deuxième cycle, de la troisième à la seconde n'est pas déterminé selon les mêmes éléments d'appréciation pour les lycéens et les collégiens. Ceux-là sont élèves de l'établissement et il s'agit pour eux d'une ordinaire « montée de classe ». Ceux-ci ne sont acceptés sur titre que s'ils ont atteint la moyenne générale de 12 sur 20, ou bien ils sont soumis à des épreuves ordinairement défavorables.

(2) La doctoresse Maria Montessori a fortement influencé l'enseignement « maternel », celui des « Jardins d'enfants ». Le docteur Decroly a fondé et dirigé à Bruxelles des centres d'école nouvelle. Paul Robin, professeur de sciences et militant libéral, premier directeur de l'orphelinat départemental de Lempuis, fut l'un des pionniers de l'éducation nouvelle. Il fut révoqué, sous la pression de la réaction cléricale.

des choses fausses » proclamait un ancien secrétaire du syndicat des lycées.

Lapalissade ? Non, absurdité. Car si l'on enseigne mal, ce que l'on sait bien, où est le profit pour les élèves ? Tandis que bien enseigner ce que l'on sait mal, c'est donner aux élèves le moyen de découvrir ce que l'on ne sait pas soi-même. Au reste, dans tous les domaines, quelle est la science qui nous apporte une exactitude absolue et des certitudes définitives ?

*De telles observations sont d'autant plus valables et utiles que nous subissons une très grave crise de recrutement — quantitative et qualitative — dans l'enseignement primaire et maternel. La revalorisation matérielle et morale de la fonction proprement éducative s'élève bien au-dessus des revendications corporatives. C'est plus qu'une nécessité vitale pour l'école actuelle. C'est la condition « sine qua non » de toute rénovation de l'enseignement. On n'a pas le droit de nier les progrès accomplis depuis vingt ans. Mais si les adolescents d'aujourd'hui en bénéficient, alors que les enfants sont sacrifiés, la chute terrible d'une génération à l'autre provoquerait une régression catastrophique.*

## ELITE INTELLECTUELLE ET PROMOTION OUVRIERE

Nous entendons de graves objections. D'aucuns redoutent le « nivellement par le bas ». Certains de nos amis reprennent les idées d'Albert Thierry et de A.V. Jacquet sur « le refus de parvenir » et craignent d'appauvrir la classe ouvrière.

On pourrait répondre aux uns et aux autres que la « nostalgie du passé » n'a jamais influencé l'avenir. Et qu'à condamner ce qui s'est fait sans nous, on risque que cela se fasse contre nous.

Mais les clercs qui opposent la « distinction » de l'élite à la médiocrité de la masse ne pourraient nous émouvoir que si nous avions entendu, aux heures de crises tragiques, la protestation de ceux qui pensent — si l'Université supérieure avait à chaque tournant décisif, témoigné de sa lucidité et de son courage. Il y eut au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous l'Empire, lors de l'affaire Dreyfus, d'admirables intellectuels qui s'opposèrent aux despotes, aux chefs et aux foules. Depuis les abdications de 1914, il n'y eut que quelques voix isolées pour troubler le concert des courtisans de la force et du succès.

L'élite authentique ne se dégage qu'après la scolarité, peut-être hors de toute discipline scolaire et universitaire, sinon contre toute discipline scolaire et universitaire. La véritable culture intellectuelle est toujours « autodidactique ».

Nous sommes plus sensibles aux arguments des syndicalistes qui craignent une promotion ouvrière, fabriquant des « transfuges », revigorant le sang des classes et castes dirigeantes en appauvrissant intellectuellement la classe ouvrière. On préparerait ainsi un régime totalitaire qui, quelle que soit sa forme politique, implique la formation d'une bureaucratie technocratique, la disparition de la classe ouvrière dans une cohue sans âme.

Qu'une telle prévision soit valable, ce n'est pas motif à découragement, c'est au contraire une incitation à concevoir une rénovation de l'enseignement dont la fin concerne l'enfant qui subira l'obligation scolaire en 1964 et entrera dans la population active en 1980. Il s'agit de « prospective », pour reprendre un terme récemment introduit dans notre langue — c'est-à-dire de la recherche de tout ce qui peut déterminer l'avenir.

Poser le terme de l'évolution, ce n'est pas en négliger les étapes. Et c'est ici que l'on peut saisir la portée de notre devise : les moyens justi-

fient la fin. L'avenir du jeune travailleur de 1980 dépend du jeune maître d'école de 1964.

Généraliser la culture humaine et la formation technique, c'est-à-dire familiariser le plus humble des exécutants avec les secrets des machines, et rénover l'humanisme afin de dominer les machines — c'est une œuvre à laquelle tous les enseignants doivent participer, mais qui peut être et doit être orientée au départ par le syndicat des instituteurs.

D'abord parce que l'instituteur reste le plus proche du peuple ; parce qu'il peut facilement acquérir le métier d'éducateur avant la science du spécialiste. C'est parmi les instituteurs, formés dans l'enseignement maternel ou élémentaire que l'on doit recruter les professeurs de collèges. Les prétentions « catégorielles » du pseudo-syndicat des collèges n'aboutiront en fin de compte qu'à livrer les collèges aux plus médiocres des ratés du secondaire. Il est vrai que des agrégés se sont révélés plus proches de la classe ouvrière que nombre d'instituteurs. Malheureusement on ne légifère pas pour l'exception. S'il y a promotion presque totale de la masse scolaire dans l'enseignement secondaire, la valeur pédagogique prévaudra de plus en plus sur la culture spécialisée. En simplifiant — abusivement ! — on peut dire que l'esprit secondaire tend à détacher les premiers des classes et offrir des fronts aux lauriers des concours généraux. L'esprit primaire tend à normaliser les retardataires, à « récupérer » les derniers des classes.

Mais le syndicat des instituteurs ne se révélera digne de sa mission que s'il demeure fidèle au syndicalisme et s'il adopte les formules de l'École active. Il n'est pas question d'adhérer à un système ou à une idéologie. Il s'agit plutôt d'une philosophie de l'action.

Quel que soit l'avenir, il n'est que deux attitudes possibles, ou bien, on se fixe sur les habitudes... du passé et on subit passivement les mutations et les révolutions, ou bien on se dégage des institutions stabilisées et on veut intervenir direc-

tement dans l'évolution, agir sur les choses.

Or, c'est là l'essentiel du syndicalisme. C'est aussi l'essentiel de l'École active. Alfred Rosmer, dans sa remarquable étude sur « John Dewey, éducateur », cite une boutade du maître qui voulait pour ses établissements un matériel conçu pour faire... alors qu'on ne lui proposait que du matériel fabriqué pour... « écouter ».

Notre syndicalisme oppose la liberté au dogme, la responsabilité personnelle à la soumission, la solidarité spontanée à l'individualisme comme à la contrainte extérieure, l'action au verbe, le désintéressement à longue portée à l'utilitarisme à courte vue. C'est à l'école et par l'école que de telles vertus peuvent s'acquérir. Et ces acquisitions ne dépendent ni de ce que l'on apprend passivement, ni même de ce que l'on comprend... mais essentiellement de ce que l'on peut faire et réaliser.

Faut-il, en conclusion, rappeler aux militants du S.N.I. qu'il leur appartient d'élever aussi la défense laïque jusqu'aux sommets de l'humanisme libertaire. Il ne suffit pas d'opposer la tolérance de l'école publique au sectarisme de l'école dite libre. Il faut opposer aussi à la volonté de l'Etat et des familles, aux prétentions des partis et des Eglises, même à nos propres partis-pris, la liberté du jeune homme de 1978, donc de l'enfant de 1964 qu'il faut éduquer pour qu'il nous dépasse, pour qu'il nous continue, même en nous reniant !

Roger HAGNAUER.

P.S. — Dans l'émouvant article qu'elle a consacré au regretté Ballereau, Pierrette Rouquet fait observer que celui-ci n'a jamais collaboré qu'aux revues syndicalistes : l'École Emancipée et l'École Libératrice. C'est ce que voudraient tous ceux qui entendent publier les résultats de leurs expériences. J'ai donc à deux reprises proposé ma collaboration à l'E.L. Qu'on ne l'ait pas acceptée a priori, c'est normal et légitime. Que l'on m'ait répondu — en termes très cordaux — qu'il était inutile d'insister est un peu moins légitime. Faut-il croire que l'E.L. est réservée exclusivement à des... « élus » ou interdite définitivement à des indésirables non-conformistes ? Pierrette Rouquet ne pourrait-elle m'éclairer ?

## IMPRESSIONS DE TUNISIE

# RÉPONSE A UNE CRITIQUE

Depuis mon dernier article, un fait nouveau est intervenu en Tunisie : la nationalisation totale et immédiate des terres appartenant aux Européens. Cette mesure d'une brutalité évidente n'aura de conséquence désagréable que pour l'économie tunisienne. Les colons, une fois passée la période de tracasseries consécutives à leur départ forcé, seront incorporés dans l'économie française en expansion. Par contre l'économie tunisienne se ressentira bien vite des effets d'une mesure à l'encontre de terres qui étaient les plus rationnellement exploitées. A cela s'ajoute l'inconvénient de la réaction du gouvernement français qui était parfaitement prévisible. L'aide à la Tunisie est supprimée et il est à craindre que la France se refuse dans l'avenir à acheter des récoltes à des prix plus élevés que ceux du marché mondial et dont elle n'a, d'ailleurs, nul besoin. La Tunisie risque donc de se trouver devant une situation économique désastreuse, dont elle ne pourra sortir qu'en faisant appel à l'aide d'autres pays. L'indépendance vis-à-vis de l'un ne signifiera que la dépendance envers l'autre, car aucune aide dans ce monde n'est désintéressée. Une fois de plus, c'est le nationalisme qui a inspiré cette mesure et non l'efficacité économique et sociale.

\*\*\*

Le dernier numéro de la R.P. a publié une lettre d'un professeur français en Tunisie qui critique mon article consacré au départ des Européens. Il reconnaît que ce départ prive la Tunisie d'une main-d'œuvre qualifiée absolument nécessaire à son développement économique, mais il est choqué par mon expression « catastrophe économique ». Les expressions sont évidemment toujours relatives et mon critique en apporte lui-même un exemple sans en avoir conscience. « Il ne s'agit pas, dit-il, de savoir si l'écart entre la Tunisie et la France s'accroît, mais si le rythme de son propre développement se ralentit et dans quelle mesure ».

Le caractère arriéré des pays du tiers-monde ne réside pas dans le fait qu'ils ne se développent pas, mais dans le fait que leur développement est moins rapide que celui des pays avancés. L'expression « sous-développement » est évidemment relative. Si l'écart entre la Tunisie et la France s'agrandit, la Tunisie sera encore plus sous-développée dans quelques années qu'elle ne l'est actuellement bien qu'elle se sera développée. C'est dans ce sens que j'ai parlé de « catastrophe éco-

nomique », car le départ de la main-d'œuvre européenne qui était la seule main-d'œuvre qualifiée dont disposait la Tunisie empêche celle-ci d'utiliser rationnellement l'équipement moderne qu'elle achète ou qu'elle reçoit grâce à l'aide étrangère. Et c'est une bien maigre consolation que leur offre mon critique en disant que « les Tunisiens se tireront de leurs difficultés avec les moyens du bord ». C'est possible, mais à quel prix. Et surtout qui paiera ce prix ? Les travailleurs, comme toujours, car les sacrifices, l'austérité, ce n'est jamais pour les haut-placés. Notre camarade s'est-il un peu inquiété des salaires des travailleurs tunisiens ? Sait-il que les ouvriers des chantiers de travail, qui sont les artisans de tant de belles réalisations (reboisement, logements populaires, écoles, pistes, restauration des sols, lutte contre l'érosion et bien d'autres), oui, sait-il que ces ouvriers gagnent 300 millimes par journée pour 8 heures de travail, d'un travail qu'ils doivent parfois effectuer à des kilomètres de chez eux et auquel ils doivent se rendre à pied. 300 millimes par jour, cela ne représente même pas 10 dinars par mois. Que le professeur compare ce salaire avec le sien ou avec celui d'un haut fonctionnaire tunisien et, peut-être, il se rendra compte tout ce qu'a de tragique sa formule « les Tunisiens se tireront d'affaire tout seuls ».

Une autre formule du professeur est pour le moins surprenante. La voici :

« On ne doit pas perdre de vue, écrit-il, que chaque fois qu'un Français fait le travail que pourrait faire, même mal, un Tunisien, il mange le pain de ce Tunisien. »

Que fait là-bas un professeur français sinon « manger le pain d'un Tunisien » qui « même mal » pourrait faire son travail ? Sans doute la Tunisie a besoin d'enseignants, mais elle a aussi et plus encore, à mon avis, besoin d'ouvriers qualifiés. Le caractère réactionnaire de la formule réside en ce que notre professeur raisonne comme les économistes bien-pensants des années 1929-38 pour lesquels le seul moyen de lutter contre le chômage était d'expulser les travailleurs étrangers qui mangeaient le pain des travailleurs nationaux. Depuis, l'Histoire a fait table rase de cette conception et montré que le seul moyen de supprimer le chômage, c'est le développement économique. Et le développement économique a besoin de nos jours, d'une main-d'œuvre qualifiée.

Ce caractère réactionnaire de la formule de notre critique n'est nullement atténué par la phrase suivante selon laquelle « ce n'est pas la même chose d'avoir immigré dans un pays pauvre comme la Tunisie ou dans un pays riche comme la France ». Il oublie que l'homme est un producteur et que quand il immigré dans un pays il apporte à ce pays sa force de travail qui est créatrice de richesse. Les travailleurs immigrés n'ont jamais appauvri le pays dans lequel ils se sont installés, ils ont, au contraire, contribué à son développement. C'est la réaction nationaliste qui prétend le contraire. Qu'en Tunisie les travailleurs européens aient bénéficié de privilèges particuliers à l'époque du colonialisme, c'est certain ; qu'il fallait abolir ces privilèges, c'est l'évidence même ; que ceux de ces travailleurs qui ne pouvaient pas accepter l'abolition de ces privilèges s'en soient allés ou même qu'on les ait expulsés, c'est également normal ; mais cela étant, il était de l'intérêt de l'économie tunisienne de tout faire pour conserver le plus possible de travailleurs européens.

Je vais même plus loin, je crois que pour accélérer son développement économique, la Tunisie aurait dû faire appel à des milliers de travailleurs européens. Ceux-ci en contribuant au développement économique de la Tunisie auraient apporté du travail à la main-d'œuvre non qualifiée tuni-

sienne et contribué à sa formation plus sûrement que ne pouvait le faire le renvoi des ouvriers européens, dont le nombre d'ailleurs était insignifiant par rapport à la masse des chômeurs tunisiens. Le départ d'un chauffeur de taxi européen a privé la Tunisie d'un chauffeur sans pour cela donner du travail à un Tunisien, car la Tunisie n'a pas pléthore de chauffeurs, mais elle en manque. La raison de cette difficulté est l'insuffisance de chauffeurs, la démolition terrible des taxis que les chauffeurs tunisiens peu expérimentés font, et l'insuffisance d'ouvriers qualifiés pour les réparer.

Mon critique me permettra de ne pas reconnaître que « les mesures de protection de la main-d'œuvre nationale sont des mesures de défense contre l'exploitation coloniale ». Non seulement je ne reconnais pas ce'a, mais je m'insurge contre cette affirmation. Comment l'ouvrier européen qui travaille comme ajusteur, mécanicien, électricien ou maçon dans une entreprise et qui à ce titre est créateur de plus-value, lequel est par conséquent exploité par le patron de son entreprise, comment cet ouvrier peut-il être qualifié d'exploiteur colonial ? Je prends un exemple concret : voici un atelier de mécanique qui appartenait à une société tunisienne, mon critique me permettra de ne pas donner le nom de cette société pour les mêmes raisons qu'il a demandé à ne pas signer sa lettre. Dans cet atelier travaille un ajusteur européen pour un salaire qui est loin de celui que touche un professeur. Si nous suivons le raisonnement de mon critique, cet ajusteur européen est un exploiteur colonial tandis que ses patrons tunisiens, qui empochent la plus-value créée par son travail, sont des exploités. Mon critique me permettra de ne pas partager son opinion.

En ce qui concerne l'arabisation, il faut croire que notre professeur, en tant que fonctionnaire français travaillant dans un lycée français, ignore ce qui se passe en Tunisie. Il semble même ignorer la réforme de l'enseignement et l'esprit qui l'a animée. Il ne sait pas que les écoles françaises sont réduites chaque année et qu'elles doivent complètement disparaître, le lycée Carnot lui-même n'y échappera pas. L'enseignement du français est de plus en plus réduit. Mais ce qui est plus grave, c'est la campagne pour l'arabisation qui est menée officiellement. Les inscriptions françaises disparaissent les unes après les autres des imprimés administratifs et des panneaux signalisateurs. Aussi, lorsque notre critique écrit que « le bilinguisme entre dans les mœurs », on voit qu'il ne connaît de la Tunisie que la partie de la société tunisienne qui est bilingue. Mais dans le peuple, la langue française disparaît de plus en plus. Or, la connaissance du français qui, comme le dit avec juste raison notre professeur, « est le principal instrument de culture et d'ouverture à la civilisation moderne », est peut-être le seul héritage valable que le colonialisme ait laissé en Tunisie.

Il n'est pas du tout dans mon esprit de demander aux Tunisiens d'abandonner l'arabe pour le français. La langue arabe est aussi belle que n'importe quelle autre langue, tout au plus je leur demanderais d'abandonner un alphabet archaïque. Mais puisque les Tunisiens, comme beaucoup de peuples ex-colonisés, ont la chance de connaître deux langues, qu'ils les cultivent toutes les deux, car dans le monde moderne cela est un avantage et une nécessité.

Tout comme mon critique, moi aussi j'aurais encore beaucoup à dire sur chaque ligne de sa réponse. Mais je m'arrête là, ajoutant simplement ceci : notre camarade a le terrible inconvénient de parler de la Tunisie, d'être un fonctionnaire français détaché et, de ce fait, d'ignorer peut-être tous les tracas auxquels est soumis un travailleur européen.

Pierre RIMBERT.

# L'INÉGALITÉ DES REVENUS

Dans la « Vie Française » du 20 mars, l'économiste Jean Fourastié, un des partisans du néo-capitalisme, livrait ses réflexions sur le rapport Massé. Elles avaient pour point de départ un tableau des revenus de 1963 en France.

Au bas de l'échelle, 830.000 ouvriers agricoles n'ont gagné l'année dernière, en moyenne, que 5.500 nouveaux francs. En haut de l'échelle, le revenu moyen de 2.300.000 « chefs d'entreprises non agricoles » s'est élevé à 30.000 F (les écarts par rapport à la moyenne étant certainement, dans ce cas, considérables) et celui de 600.000 membres des « cadres supérieurs » à 40.000 F. A Paris le gain annuel des « ouvriers professionnels » a oscillé autour de 14.000 F.

Et pour l'ensemble des 19.300.000 Français qui exercent une activité, quelle qu'elle soit, y compris les patrons, le revenu moyen par tête a été, en 1963, de 14.500 F.

Sans doute ces chiffres peuvent-ils être discutés. Ils n'en sont pas moins instructifs par leur ordre de grandeur.

« Par exemple, remarque Fourastié, le tableau permet de constater que le revenu brut national par tête de population active, 14.500 F en 1963, est très voisin du revenu brut moyen de l'ouvrier professionnel de la région parisienne. Si donc on égalisait rigoureusement le revenu de tous les Français, ils auraient le niveau de vie de cet ouvrier parisien, pas plus. Les quarante écus de Voltaire sont devenus six francs de l'heure. »

Que penser des demandes d'augmentation que les syndicats présentent sans tenir compte d'un tel fait ? Il faut savoir ce qu'on veut. Compte tenu du niveau relatif des revenus en France, toute hausse hiérarchisée des salaires (par exemple celle que réclame le syndicat dont je fais partie, le S. N. E. S., en l'appelant sans rire une augmentation « uniforme » de 20 % du traitement moyen de chaque catégorie) y accroît l'exploitation des travailleurs les uns par les autres. On est fondé à estimer que tous ceux qui gagnent plus de 14.500 F par an (et parmi les lecteurs de la R. P. je ne suis pas le seul à en être) sont des exploités en même temps que des travailleurs. A bon entendeur, salut.

\*\*\*

Si, pour améliorer le sort des plus mal payés, on se proposait, remarque encore Fourastié, « de ramener au niveau des cadres moyens la totalité des chefs d'entreprises non agricoles et un million des chefs d'entreprises agricoles », les bas salaires n'en seraient augmentés que de 6 %.

Pourquoi souhaiter l'abolition du profit, se demande-t-il alors ? A ses yeux, le jeu en vaut d'autant moins la chandelle que le développement de la production s'en trouverait ralenti. Se donnant la partie belle, il compare la production agricole de la France et des Etats-Unis, pays où l'économie reste fondée sur le profit, à celle de l'U.R.S.S., où il a été aboli. « Si l'on pouvait penser, estime-t-il, qu'il aurait suffi de maintenir les profits pour obtenir que l'agriculture russe progresse autant depuis 1910 que les agricultures américaines et françaises, on pourrait dire que le consommateur soviétique a perdu par le ralentissement du progrès 22 fois plus qu'il n'a gagné par la suppression des profits. »

Fourastié en conclut que le profit est un moindre mal et sa suppression une duperie : « C'est par d'autres moyens, dit-il, et notamment par la croissance économique, qu'il faut pour-

suivre la justice sociale ». Ainsi n'y a-t-il plus qu'à retrousser ses manches !

Disons plutôt que ni dans la perspective du socialisme, ni dans celle du capitalisme, il ne faut prendre des vessies pour des lanternes, et, par exemple, l'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs pour leur émancipation. Ce n'est pas quand ils pourront consommer davantage qu'il y aura plus de justice, c'est seulement quand ils auront rendu plus humaines les conditions de leur travail et de leur vie. L'abondance n'apportera pas remède à tout. On parle beaucoup de la course des salaires et des prix ; on parle moins de la course des produits et des besoins. Il ne faut pas oublier cet aspect de la sacro-sainte « croissance économique ». Aujourd'hui, en France, la première revendication des travailleurs devrait être la réduction de la durée du travail. Dans les pays comme le nôtre les hommes ont à lutter pour ne pas se laisser déshumaniser par la vitesse, le bruit, la fatigue, par les heures supplémentaires, par les cadences du travail, par les insistances de la publicité, par les loisirs commercialisés, par l'auto, la radio, le ciné, la télé, le tiercé — qui beaucoup plus que la religion constituent de nos jours, l'opium du peuple. Il s'agit d'empêcher que la croissance économique, entraînant une croissance parallèle et effarante de besoins toujours nouveaux, n'asservisse et n'abrutisse toujours davantage ceux qui en sont les instruments. C'est tout le contraire que de se fier à elle. Mais c'est aussi avoir autre chose en vue qu'une simple redistribution des revenus. Ou le mot de révolution n'a plus chez nous de sens, ou il a encore ce sens-là, et lui seul.

\*\*\*

Toutefois, si la justice sociale n'a rien de commun, à l'échelle des pays industrialisés, avec la croissance économique, force nous est de reconnaître qu'elle en dépend à l'échelle mondiale pourvu que certains choix se fassent, la production du nécessaire devant passer avant celle du superflu (et on gagnerait, en France même, par exemple dans l'enseignement, dans le bâtiment, à ce que de tels choix fussent faits). Les résultats de la conférence mondiale réunie à Genève pour favoriser la croissance des pays sous-développés mériteront à cet égard d'être examinés. Il s'agit de lutter contre la misère, contre la faim. Il s'agit de faire que le niveau de vie du péon, du fellah, du paysan noir ne soit pas trop cruellement inférieur au niveau de vie de l'ouvrier parisien. Et là aussi le mot de révolution garde un sens.

Georges LAMIZET.

## L'ÉCOLE HORS DE L'ÉCOLE

Tel est le thème des journées d'études et des expositions qui auront lieu à la

MAISON D'ENFANTS DE SEVRES,

17, avenue Eiffel, Meudon-Bellevue (S.-G.-O.)

LE JEUDI 25 JUIN 1964 :

Confrontation de quelques civilisations contemporaines

LE SAMEDI 27 JUIN :

Compréhension du monde dans lequel nous vivons, ses besoins, ses aspirations.

Tous les camarades syndicalistes y sont invités. Train à Montparnasse, descendre à Bellevue, ou autobus 179, au pont de Sèvres, et descendre gare de Sèvres.



# CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

## C.F.T.C. entre parenthèses

Le processus amorcé depuis plusieurs années déjà, canalisé et réglementé par le congrès confédéral de 1963, se poursuit avec une belle ordonnance. Je n'entends pas par là — comme l'affirment certains camarades disposant d'une doctrine aussi solide que la muraille épaisse qui les sépare de la réalité — je n'entends pas par là que la bourgeoisie, son gouvernement, la hiérarchie catholique tirent toutes les ficelles de ce drame (pour certains, c'est une comédie) qui mène la C.F.T.C. à la déconfessionnalisation au moins statutaire. J'entends que le bureau confédéral, avec Descamps à sa tête, semble tenir fermement et prudemment le gouvernail.

Le conseil national de la C.F.T.C. vient de se prononcer, à une majorité de plus des deux tiers, pour le retrait, dans les statuts de la confédération, de la référence à la morale chrétienne. Le congrès extraordinaire qui va se tenir en automne en décidera définitivement. La troisième centrale syndicale française (ou la deuxième, si vous voulez, mais c'est discutable) s'appellerait alors C.F.D.T. : Confédération Française Démocratique du Travail. Mais... mais, pour calmer les traditionalistes et pour manifester qu'il ne s'agit pas d'une rupture avec un passé considéré comme riche, on écrirait entre parenthèses l'ancienne dénomination C.F.T.C. Et puis, on laisserait aux syndicats et aux fédérations le droit de se référer explicitement à la morale chrétienne, s'ils en décident ainsi à la majorité. Et puis, il n'est pas question, déclare Descamps, de remettre en cause l'adhésion à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens. Tous ces apaisements ont pour but, on le comprend, d'éviter la scission.

Au lendemain du congrès confédéral de 1963, j'avais écrit ici même que la direction centriste, nécessairement centriste, de la C.F.T.C., disposait encore d'assez de moyens, de possibilités de manœuvre, pour arriver à la suppression du deuxième « C » sans aboutir à la scission. Je le crois encore. Au moins immédiatement, la scission n'aura pas lieu, c'est un pronostic. Finalement, c'est le Bon Dieu, ou ses représentants sur terre, qui en décideront.

Certes, les traditionalistes se sont fortement organisés en une véritable fraction. Et ils mènent la campagne du Christ-Roi. Mais ils sont battus par l'irrépressible montée du « modernisme ». Il est possible que, d'importantes concessions leur étant faites, ils attendent d'autres heures. Ils estimeront sans doute, à juste titre, que leur rôle n'est pas terminé dans la nouvelle Confédération Française Démocratique du Travail.

Pourquoi ne pas voir dans cette évolution de la centrale chrétienne ce qu'elle est probablement : un des effets des progrès généraux du socialisme, des transformations techniques et sociales dont nous sommes les contemporains. L'Eglise s'adapte, dit-on, mais elle demeure l'Eglise. Enregistrons déjà qu'il lui faut s'adapter pour demeurer. C'est Louzon qui, dans une de ses « Etudes Matérialistes », faisait justement remarquer que l'influence grandissante de l'Eglise, que sa victoire apparente, étaient dues, non seulement à un renoncement, mais à un reniement par rapport aux doctrines qu'elle proclamait dans le « Syllabus » en 1864, l'année même où se fondait l'Internationale des Travailleurs. Il lui serait impossible

de republier cette Charte ecclésiastique, alors que notre Charte d'Amiens brille d'une lumière nouvelle. Et même les fameuses encycliques « Rerum Novarum » et « Quadragesimo Anno » dont on nous rebat les oreilles seraient aujourd'hui des documents pâles et pitoyables.

C'est pourquoi je n'arrive pas à comprendre que des militants fassent grise mine devant une évolution qui est, au fond, une manifestation de leur victoire. « Vous ne voyez donc pas la manœuvre ! » nous dit-on. Mais il n'y a pas que la manœuvre. Il y a aussi une poussée de liberté, d'émancipation, de « démocratie » véritable qui se fait sentir puissamment à l'intérieur de la Centrale syndicale chrétienne. Et pourquoi donc ne s'y ferait-elle pas sentir ?

Certes, ce n'est pas parce qu'une lettre va être changée dans le sigle d'une confédération que toutes les données de nos problèmes syndicalistes s'en trouveront modifiées. Certaines d'entre elles le seront. Notamment, celles de l'unité syndicale, plus particulièrement celles de l'unité entre F.O. et la C.F.D.T. Rien ne sert de se voiler la face et de crier d'horreur : nous savons tous que la question se posera. Nous avons déjà quelque chose à faire pour qu'elle se pose bien.

## Au P.C., démocratie entre guillemets

Dans l'autre Eglise, celle de Moscou, il y a aussi une évolution, une adaptation, et un schisme. L'erreur serait grande également de ne pas vouloir le reconnaître. L'erreur serait plus grande encore de croire, ou de laisser dire, que la démocratie coule maintenant à pleins bords dans la nouvelle église socialiste ; que, désormais, tout est changé et que « l'unité » est devenue possible.

Voyons un peu le récent congrès du parti communiste français (n'oublions pas ce dernier qualificatif pour ce parti qui fait dans le super-patriotisme). Il fut démocratique en diable, c'est le cas de le dire ou jamais. Le comité central a été « élu » à bulletins secrets. Sur une liste unique dûment préparée et comprenant juste le nombre de membres à désigner. Voulez-vous me dire comment ce comité central aurait pu faire autre chose que d'être « élu » à l'unanimité ? C'est curieux, ce besoin qu'ont les « chefs » de toutes les couleurs de se donner à eux-mêmes, et de donner aux autres, la comédie de la démocratie ! Question déterminante à poser avant les autres : comment donc les délégués au congrès avaient-ils été choisis ? Aucune voix discordante, vous pouvez être sûrs ! Quand Louis Aragon, hier poète-valet de pied du noble Staline et défenseur — avec toute son ignorance du sujet — des théories anti-scientifiques de Lyssenko, quand Louis Aragon se paie le luxe et le culot de demander aux orateurs de quitter leur papier et de faire preuve de spontanéité, ils en sont tout décontenancés.

Mais le parti est maître chez lui. Son congrès ne doit retenir notre attention que parce qu'en nommant ses dirigeants, il désigne en même temps, d'une façon indirecte, ceux de la C.G.T. ! Donc, Benoit Frachon tient le coup, en dépit de ses soixante-dix ans passés et du rajeunissement des cadres. Léon Mauvais, de dix ans plus jeune, n'y échappe pas. Qui le plaindra, dans son parti même, surtout dans son parti ? Les bonnes actions de cet ancien procureur général de l'affaire Marty ne se comptent plus.

Sauf erreur, vous allez assister à son déclin dans la C.G.T. A l'encontre, nous assistons à la montée dans le parti et dans la C.G.T. simultanément, de Henri Krasucki. Voilà le nouveau leader, démocratiquement désigné, de nos camarades qui appartiennent à la C.G.T. ! A en juger par l'article qu'il donne dans « L'Humanité » du 6 juin, il ne manque ni d'habileté, ni de finesse, ni de malice. Cet article est intitulé : « M. Grandval et l'indépendance syndicale ». Il traite de ces subventions distribuées — par centaines de millions — pour « l'éducation syndicale ». Vous vous attendez peut-être que Krasucki dénonce la C.F.T.C. et F.O. qui auraient reçu, à ce titre, la première 250 millions, et la seconde 200 millions (paraît-il). Non pas, il proteste contre la discrimination gouvernementale et parce que la C.G.T. n'a rien eu de la manne. L'indépendance n'est pas mise en péril parce que des confédérations touchent. Elle l'est parce qu'elles ne touchent pas, toutes les trois.

Il ne faut pas davantage que ce congrès indiscutablement « démocratique » pour que beaucoup d'hommes de la nouvelle et de l'ancienne « gauches » s'appêtent à ouvrir grands les bras aux « copains » communistes. Pourquoi pas ? La victoire de Longwy est un exemple dont nous n'avons pas fini d'entendre parler. Il fait si bon près de toi...

Réunis à Paris, deux cent cinquante délégués représentaient une cinquantaine de « clubs, cercles, etc. » à ce qu'ils appellent « la Convention préparatoire des institutions républicaines ». Un des rapporteurs a déclaré que « le regroupement de la gauche comprend obligatoirement les communistes ». Il a ajouté que « si l'entreprise de M. Defferre a bien démarré, elle connaît aujourd'hui un piétinement parce que M. Gaston Defferre a commis la faute grave de repousser en termes presque agressifs toute idée de programme commun avec le parti communiste ». Ce rapporteur n'a pas été tout à fait suivi par la majorité. Mais il y aura des « pactes » que M. Mitterrand a estimé possibles et nécessaires.

Pourquoi pas ? Nous le répétons sans arrière-pensée. Pourvu que les syndicats ne se mouillent pas dans ces eaux troubles, nous regarderons cela d'un œil serein. Pourquoi donc cette sérénité ? Et bien ! nous dirons pour une fois que c'est parce que nous savons, de science certaine, que nous sommes... dans le sens de l'histoire !

### Pour un programme ouvrier

Nous l'avons déjà dit. Ce qui compterait, ce serait l'élaboration et la publication par les syndicats — je pense en premier lieu à F.O. et à la F.E.N. — d'un programme ouvrier pour la période présente, un programme donnant aux travailleurs des objectifs de lutte, préparant et impulsant la nouvelle bataille sociale. Un programme neuf, tenant compte des conditions actuelles de la production et de la conscience ouvrière actuelle, un programme comportant un objectif général sur le salaire, sa base incompressible et sa croissance ; sur le temps de travail, dans la journée, la semaine, l'année... et la vie productive ; sur le logement, le logement pour tous, et plus particulièrement, pour les moins nantis dans l'échelle des revenus ; sur les libertés, expressément désignées, et d'abord les libertés syndicales et leurs garanties ; sur l'enseignement donné à tous, dans des conditions d'égalité et de laïcité réelles.

Encore une fois, personne ici n'a la prétention de bâtir ce programme. Les syndiqués, et nous en sommes, ont le droit de demander à ce qu'il soit bâti et de donner des idées pour cela. Ce serait, croyons-nous, la seule méthode de mani-

festation efficace, dans l'indépendance, d'un syndicalisme uni et démocratique.

Cette expression : syndicalisme uni et démocratique vient de venir sous ma plume. Nous pensons aussitôt au P.M.S.U.D. (Pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique). Nous avons signalé et regretté son assoupissement. Le camarade Roger Lapeyre, un de ses promoteurs, s'était décidé à poser la question : devons-nous poursuivre, oui ou non ? Le 29 mai, une réunion a répondu et, ne serait-ce que par le nombre des présents et par ce qu'ils représentaient, elle a répondu affirmativement. Les études préparées sur le logement et sur la réduction du temps de travail vont donc revoir le jour, espérons-le. Ce n'est sans doute pas au M.S.U.D. à établir ce programme ouvrier que nous réclamons. Mais rien ne l'empêche, au contraire, d'y contribuer par des études approfondies de certaines questions dominantes du mouvement syndical actuel.

### Participation et intégration

« La participation des syndicats aux organismes officiels menace-t-elle l'indépendance syndicale ? » Tel était le sujet du débat que le Centre d'Etudes Socialistes avait organisé à Paris, le 22 mai dernier.

La participation menace-t-elle l'indépendance ? Incontestablement, elle la menace. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faut jamais participer. Le tout est de savoir dans quel décor social se déroule la scène de la participation : celui de la liberté de la revendication et des moyens d'action, ou bien celui de la collaboration « loyale », pour ne pas dire de la complicité.

Je viens de répondre brièvement, trop brièvement, à la question posée. Mais ce n'était pas à moi qu'elle l'était. Les « débats » annoncés étaient Hébert, qui n'a besoin chez nous d'aucune présentation ; Le Tonturier, de la F.E.N. ; Gonin, de la C.F.T.C. ; Barjonet, de la C.G.T. ; Bernard Schreiner, nouveau président de l'U.N.E.F. (Union Nationale des Etudiants de France).

Hébert répondit évidemment par l'affirmative à la question posée et, personne n'en sera surpris, il se prononça contre toute participation aux organismes officiels, pour le retrait de ceux dans lesquels nos militants se sont laissés entraîner. La pratique de la participation à des organismes officiels d'organisation économique, de planification, conduit inévitablement à la compromission, au « contrat de progrès » et à la réglementation du droit de grève.

Barjonet, de la C.G.T., n'était pas présent. Il avait envoyé une lettre d'excuses dans laquelle il donnait toutefois sa position : favorable à la participation pour deux raisons, l'information et la contestation. Ce fut aussi, très explicitement, la réponse de Gonin, membre du bureau confédéral de la C.F.T.C. Il s'appuya même, pour cela, sur la Charte d'Amiens, sur le paragraphe qui prévoit la transformation du syndicat en « groupe de production et de répartition ».

Le Tonturier dénia qu'on puisse s'appuyer sur la Charte d'Amiens pour justifier une participation à un organisme de collaboration. Il montra que le principal — et aussi la condition d'une participation possible — c'était le mouvement autonome de la classe ouvrière, l'action indépendance et permanente. Mais, pour répondre à la question : faut-il participer ? il convient d'examiner chaque cas concret, de distinguer ce qui a été acquis par la revendication et par la lutte (par exemple, les commissions paritaires, dans l'enseignement) et ce qui est octroyé ou offert par le patronat ou le pouvoir. Dans chaque cas, avant de prendre part

ou non, il faut se poser la question : ça sert à quoi ?

Le jeune *Bernard Schreiner* exposa dans le détail la question de la cogestion par les étudiants du Centre national des œuvres. Il défendit le « droit de regard » des étudiants sur les œuvres sociales qui les concernent. Mais la solution n'est pas dans les structures officielles. *Schreiner* eut cette formule heureuse : « Ne laissons pas repenser le syndicalisme par d'autres que les syndicats ».

Tous les orateurs se trouvèrent, en tout cas, d'accord sur un point : la nécessité primordiale d'une libre disposition des syndicats, de l'organisation indépendante de la lutte ouvrière. Dans sa dernière intervention, le camarade *Le Tonturier* lut un texte qui était une parfaite définition, théorique et pratique, de la collaboration des classes et de l'intégration des syndicats. De qui était donc cette remarquable citation ? Le Tonturier laissa planer un cours « suspense », en dépit du fait que les douze coups de minuit étaient déjà sonnés... C'était un extrait de l'encyclopédie « *Quadragesimo Anno* » du pape Pie XI !

### Après la conférence de Pierre Rimbert

Le lendemain, 23 mai, nous étions réunis pour entendre Pierre Rimbert développer le sujet de sa brochure : « *La fin du capitalisme. Pour un nouveau manifeste socialiste* ».

L'exposé fut brillant et la discussion nourrie et intéressante. L'assistance était moins nombreuse que nous nous y attendions. Il y avait eu un certain « cafouillage » dans les convocations en raison des grèves de postiers qui avaient eu lieu les jours précédents. Et puis... je crois bien que les premiers soleils et l'attrait de l'herbe tendre avaient dé-

tourné certains de nos camarades. Nous commençons déjà à ressentir, dans toutes nos activités, la grande évasion saisonnière. Les années n'ont plus guère que neuf mois, de nos jours... C'est sans doute pour cela qu'elles passent si vite !

Sont intervenus dans la discussion, les camarades *Maurice Lime*, *Roger Hagnauer*, *Leunois*, *Mérino*, *Bardin*, *Montarbert*, qui voit dans la thèse de Rimbert un néo-réformisme ; *Sadik* qui évoqua la question du « service public gratuit ». La discussion n'est pas finie, vous pensez bien ! Rimbert reconnut la nécessité de se mettre d'accord sur les mots, sur la définition de certains concepts, celui de « classe » par exemple. C'est en effet sur la question de la « nouvelle classe » dirigeante dans le capitalisme d'Etat, et sur cette dernière expression elle-même, ainsi que sur les conditions de la disparition de l'Etat, que la controverse reste ouverte.

Nos activités vont donc se trouver un peu ralenties au cours de cette période de vacances échelonnées. Nous avons conscience d'avoir accompli quelque chose pendant ces derniers mois. Notre boutique des « Editions Syndicalistes » est ouverte ; elle le sera tous les jours jusqu'à la fin de juin. Ensuite, il y aura des permanences, notamment le samedi après-midi. Les réunions régulières restent prévues pour les premiers samedis de juillet, d'août et de septembre. Avis aux camarades qui seront présents à Paris ! L'événement ne prend pas de vacances.

En tout cas, notre programme est chargé pour la rentrée de septembre, avec, en premier lieu, la commémoration du Centenaire de la Première Internationale des Travailleurs.

Raymond GUILLORE.

## LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

### L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT VUE D'APRÈS LES SALAIRES ET REVENUS

Encore des chiffres ! Et même certains ne sont que la conclusion d'estimations et de renseignements incomplets, par exemple les revenus de l'entreprise et de la propriété. Tels quels, ils ont cependant un intérêt certain pour les militants syndicalistes, puisqu'ils nous donnent une idée de la répartition des revenus.

Voici d'abord un tableau des ressources des ménages dans la Loire, en 1961 (en milliers de francs) :

1. <i>Salaires et traitements</i> (bruts)	
Secteur privé .....	1 090 160
(dont agriculture 13.700 ; employés de maisons 20.000)	
Secteur nationalisé .....	180 037
Secteur public .....	194 400
<b>Total</b> .....	<b>1 464 597</b>
Moins cotisations sociales .....	63 953
<b>Total net</b> .....	<b>1 400 953</b>
(Soit 48,96 % de l'ensemble des revenus)	
2. <i>Revenus de transfert</i> (21,30 %) .....	609 142
Dont S.S. et A.F. ....	351.783
Retraites et rentes .....	204.429
Aides sociales et divers .....	44.080
3. <i>Revenus de la propriété et de l'entreprise</i> (29,74 %) .....	851 178
<b>Total</b> .....	<b>2 861 273</b>

Le total des salaires et traitements, se décompose ainsi :

Industries .....	994 897
Tertiaire, services .....	241 600
Etat et collectivités locales .....	194 400
Salaires agricoles .....	13.700
Salaires versés aux employés de maison ..	20 000
<b>Total</b> .....	<b>1 464 597</b>
Moins cotisations sociales .....	63 644
<b>Total net</b> .....	<b>1 400 953</b>

Si on compare les chiffres de la Loire avec ceux de la France entière, on a les pourcentages suivants :

<i>Origine des revenus</i>	<u>Loire</u>	<u>France</u>
Salaires et traitements .....	48,96	43,05
Transferts .....	21,30	20,06
Revenus de la propriété et de l'entreprise .....	29,74	36,89

Des différences imposantes apparaissent, dues peut-être en partie aux lacunes certaines existant dans l'évaluation des transferts et à la sous-évaluation probable des revenus de la propriété et de l'entreprise. Mais il est certain que la part salariale reste inférieure en raison des bas salaires de la Loire, vis-à-vis des grands centres en expansion

Dans la Loire, l'industrie reste en tête, ainsi que le souligne le tableau suivant :

Pour la Loire :			
Agriculture	41 180	actifs dont	6 120 salariés
Industrie	161 000	»	147 600 »
Tertiaire	88 400	»	65 680 »
<b>Total</b>	<b>290 660</b>	<b>»</b>	<b>219 400 »</b>
En France :			
Agriculture	3 898 000	actifs dont	871 000 salariés
Industrie	7 324 000	»	6 554 000 »
Tertiaire	7 734 000	»	6 165 000 »
<b>Total</b>	<b>18 956 000</b>	<b>»</b>	<b>13 590 000 »</b>

Mais le revenu par habitant, n'est que de 4 126 F au lieu de 5 257 F pour l'ensemble du pays.

La ventilation des salaires et traitements fait ressortir des constatations intéressantes.

Le secteur privé (y compris l'agriculture et les services domestiques) absorbe 1 090 160 000 F des salaires et traitements (soit 74,5 %), le secteur nationalisé : 180 037 000 F (soit 12,3 %), et le secteur public 194 400 000 F (soit 13,2 %).

Si l'on considère la répartition par grands secteurs d'activité, on a les proportions suivantes sur l'ensemble des salariés, en 1962 :

Industrie	68,4 %
Tertiaire	29,8 %
Agriculture	2,8 %

Et si l'on s'arrête sur le détail selon les groupes d'activités collectives, on a les chiffres suivants (en milliers de francs) :

#### I. — Industrie :

a) énergie, industrie extractives .....	124 462
b) métallurgie et mécanique :	475.435
dont sidérurgie, métallurgie ..	178 M
construction de machines .....	71 M
mécanique générale, armes .....	72 M
articles métallurgiques divers ..	78 M
automobiles, cycles .....	56 M
constructions élect. précision ..	20 M
c) bâtiments, T.P., verres, céramiques ..	104 550
d) industries agricoles et alimentaires ..	19 730
e) industries textiles et annexes .....	206.660
dont pour le tissage .....	79,6
bonneterie, teinture, rubannerie ..	101,3
pour l'habillement .....	25,7
f) industries diverses .....	64 060
<b>Total industriel .....</b>	<b>994 897</b>

#### II. — Secteur tertiaire :

a) secteur privé et S.N.C.F. ....	241 600
dont S.N.C.F. ....	27 M
autres transports .....	21,9 M
commerce .....	126,1 M
services .....	66,6 M
b) secteur public .....	194 400
dont adm. de l'Etat et P.T.T. ....	126,2 M
collectivités locales .....	56,2 M
sécurité sociale et autres .....	12 M
<b>Total .....</b>	<b>436 000</b>

Relativement à la France, les divers groupes ont une importance différente :

	Loire		France	
	%	%	%	%
Energie, industries extractives ....	12	10,4		
Métallurgie et mécanique .....	48,1	41		
Bâtiment, T.P. et annexes .....	10,6	21,5		
Industries agricoles et alimentaires	2	6,5		
Industries textiles et annexes ....	20,8	10,4		
Industries diverses .....	6,5	10,2		

Nous arrêtons là les statistiques que nous a données le C.R.E.S.A.L dans sa première étude de la comptabilité départementale, très intéressante malgré les lacunes qu'il a lui-même soulignées. Tout militant doit en avoir connaissance pour bien orienter l'action pour la défense des intérêts immédiats des salariés et en fonction de l'évolution qui se dessine dans les diverses branches de l'économie.

U. T.

## Informations syndicales

Les 23 et 24 mai s'est réuni le Comité confédéral national de Force ouvrière, composé, on le sait, des secrétaires des fédérations industrielles et des unions départementales.

Après avoir enregistré le démenti d'André Bergeron, secrétaire général de la Confédération, déniaut toute valeur à une information de presse relative à « un contact personnel et permanent » avec le Comité de Gaston Defferre, le C.C.N. a adopté plusieurs résolutions dont nous tenons à donner quelques extraits significatifs.

Au sujet de l'Espagne, voici deux paragraphes d'un communiqué du bureau confédéral :

*Le Bureau confédéral a relevé d'une part la volonté des gouvernements français et espagnol de développer une large coopération économique, technique et commerciale, assortie d'investissements industriels ; d'autre part le soutien du gouvernement français pour l'association de l'Espagne au Marché commun.*

*Une telle association devrait logiquement permettre l'élévation du niveau de vie des populations. Mais cette évolution n'est possible que par la reconnaissance des droits de la classe ouvrière. Or, celle-ci est soumise à une dégradation constante de son niveau de vie. Elle est étroitement encadrée dans une forme de « syndicalisme » qui la prive des plus élémentaires possibilités de défense. Les citoyens ne disposent d'aucune liberté d'expression.*

*Le syndicalisme libre ne saurait en aucun cas s'y associer.*

Sur les problèmes européens, le C.C.N. a voté une résolution dont voici quelques points :

*Le C.C.N. met l'accent sur la volonté des syndicalistes de consacrer tous leurs efforts à la création d'une Europe politiquement, économiquement et socialement intégrée, ouverte à tous les pays démocratiques (notamment la Grande-Bretagne), favorable à l'association avec d'autres pays non-européens ou africains et s'orientant vers la coopération sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis d'Amérique.*

*Il demande que « l'harmonisation sociale » soit activement concrétisée dans son ensemble et tout particulièrement en ce qui concerne l'égalité des salaires masculins et féminins, la libre circulation des travailleurs, l'harmonisation de la Sécurité sociale, l'amélioration des congés annuels, la semaine de 40 heures en 5 jours.*

Dans la résolution sur le logement, notons ce paragraphe :

*Face aux projets gouvernementaux sur les baux à la construction, qui aggravent les prétentions souvent exorbitantes et les droits des propriétaires du sol, Force ouvrière rappelle que l'intérêt privé doit toujours s'effacer devant l'intérêt général.*

Le préambule de la résolution économique est à mettre en évidence. Le voici :

*Au nom d'une fausse conception de la lutte contre l'inflation le pouvoir, refusant les réformes de structures, a mis en œuvre un plan dit de stabilisation qui a entériné les hausses, dont certaines spéculatives, de l'été 1963, a diminué indistinctement les consommations, freiné ou bloqué l'évolution des salaires et créé des inquiétudes sur l'évolution des productions.*

Enfin, dans la résolution générale, nous voulons mettre en évidence le paragraphe suivant, de très grande importance à notre avis :

*Le C.C.N. considère comme un impératif économique, social et familial, la réduction, sans diminution du pouvoir d'achat, de la durée hebdomadaire du travail, indispensable au maintien du plein emploi, à la réalisation des deux jours de repos consécutifs et à un meilleur aménagement des temps de travail. Dans cette perspective, il donne priorité à l'écrêtement de tous les horaires supérieurs à 48 heures par semaine et invite la Confédération à agir tant auprès du patronat que du gouvernement afin d'obtenir en conséquence la modification de la loi du 25 février 1946 portant autorisation d'heures supplémentaires.*

# La situation dans l'industrie du verre

Le 26 mai, les trois fédérations ouvrières des produits chimiques avaient organisé une conférence de presse commune, au siège de la fédération Force ouvrière. Cette conférence avait pour but d'expliquer la signification d'une semaine d'action qui se déroulait, dans l'industrie du verre, du 20 au 27 mai. Il y avait là Lucien Alison, pour la fédération C.G.T., André Guillemare, pour la C.F.T.C., Maurice Labi, secrétaire général de la fédération FO. Celui-ci, qui parla le premier, tint à déclarer qu'aucune distinction ne devait être faite entre les trois participants à cette conférence. L'unité d'action, pratiquée depuis longtemps, a abouti, sur le terrain revendicatif, à un langage commun.

Quelle est la physionomie économique et sociale de l'industrie du verre en France ? Elle y emploie 50.000 travailleurs dont la moitié dans « le verre mécanique », caractérisé par l'introduction et le développement de techniques nouvelles de production continue et automatisée, réduisant le nombre d'ouvriers occupés à la fabrication. 50.000, c'est à peu près le dixième de l'effectif total des industries chimiques en France (il faut compter 350.000 travailleurs dans les diverses branches de la chimie industrielle, 70.000 dans les pétroles).

Il s'agit d'une industrie en pleine prospérité. La production du verre (glaces, vitres, bouteilles, etc.) est dominée en France par trois « grands » : Saint-Gobain ; Boussois ; Souchon-Neuvesel. De 1957 à 1963, les bénéfices déclarés de Boussois ont augmenté de 85 %, ceux de Saint-Gobain de 178 % ; quant à Souchon-Neuvesel, pour la seule période 1959-62, les bénéfices déclarés se sont accrus de 542 %. En deux ans, la production du verre a augmenté de 22 %, les prix de 11 %, augmentation supérieure à celle des salaires nominaux.

Ces chiffres ont été produits par les représentants ouvriers devant la Commission nationale paritaire réunie le 14 mai, après plusieurs manœuvres retardatrices des patrons. Ceux-ci, sans les contester, ont pourtant repoussé le cahier de revendications présenté conjointement par les trois organisations syndicales. Ils ont invoqué « des raisons politiques et économiques ». Ils se sont plaints de la concurrence étrangère. Comme l'a dit Labi : « Saint-Gobain de France, se sentait très menacé par Saint-Gobain, d'Allemagne, ou Saint-Gobain d'Italie ! » D'ailleurs, dans tous les pays du Marché commun, les salaires de l'industrie du verre sont, en général, plus élevés, et les horaires plus réduits qu'en France.

Quel était donc le contenu de ce cahier de revendications qui — est-il besoin de le dire ? — était présenté comme base de discussion paritaire ? Il demandait une augmentation des salaires réels de 10 %, un salaire horaire minimum professionnel de 2,40 F, un minimum mensuel de 500 F. En ce qui concerne le temps de travail, les syndicats réunis demandaient le retour progressif aux 40 heures par semaine, sans diminution de salaire ; 3 jours de congé supplémentaires après un an de présence dans l'industrie ; 3 autres jours supplémentaires après 30 ans. En outre, ils demandaient la garantie du libre exercice du droit syndical dans l'entreprise, la reconnaissance des droits des secrétaires syndicaux pour l'exercice de leur mandat. Pour que soit traduite dans la réalité l'application de la loi de 1957 sur les congés-éducation, ils demandaient aussi la garantie et la participation patronale aux frais.

Le cahier de revendications insistait sur le cas

des ouvriers travaillant par postes, dans la production ininterrompue du verre par trois services de huit heures chacun. Cette nécessité technique entraîne de graves conséquences humaines et sociales. Elle doit trouver sa contrepartie dans la réduction du temps et l'amélioration générale des conditions de travail. Il faudrait envisager quatre équipes de 6 heures et abaisser l'âge de la retraite à 60 ans, pour les travaux les plus durs.

Les « analyses de postes » qui accompagnent l'introduction de techniques nouvelles et qui sont effectuées — à l'aide de méthodes pseudo-scientifiques — par des sociétés de technocrates spécialisés, aboutissent très souvent à des déclassements professionnels contre lesquels s'élevaient aussi les représentants syndicaux.

On remarquera le caractère général de ce cahier de revendications. Il pourrait être celui de toute grande industrie moderne en expansion.

Le patronat verrier prit, lui aussi, l'attitude générale adoptée aujourd'hui, avec l'appui et la complaisance du pouvoir d'Etat, par les représentants du capital : refus d'examen, invocation de raisons politiques et économiques supérieures, proposition d'une « miette » ne compensant même pas l'augmentation du coût de la vie, en l'occurrence 2,5 % à partir du 1<sup>er</sup> avril 1964.

Une telle proposition et, surtout, une telle attitude ne pouvaient que provoquer la légitime réponse d'action directe des organisations ouvrières. Elles décidèrent cette semaine d'action nationale du 20 au 27 mai. Le mode d'action généralement appliqué et qui, nous ont dit nos camarades, correspond le mieux aux conditions de l'industrie, a été l'arrêt de 2 heures, chaque jour, pour chaque équipe, à la fin de chaque service.

Cette méthode est sévère et elle aboutit à des pertes considérables : étant donné que la production du verre est continue, celui-ci n'arrête pas de sortir du four, mais pendant le temps où l'équipe qui doit le recevoir est volontairement défaillante, le verre se brise de lui-même. C'est ainsi qu'à la glacerie de Saint-Gobain, à Chanteleine — usine où travaillent 2 500 salariés — on a pu estimer à 40.000 mètres carrés la casse de la glace.

Au moment où se tenait la conférence de presse que nous rapportons, cette semaine d'action n'était pas terminée. Les renseignements reçus sur son déroulement, par les dirigeants syndicaux, étaient, en tout cas, très encourageants. Partout, chez Boussois, dans le Nord, à Chambéry, à Rantigny, dans l'Oise, à Vauxrot, près de Soissons, dans toutes les grandes verreries, les ouvriers avaient suivi massivement les mots d'ordre syndicaux.

Il est encore trop tôt pour mesurer les résultats et apprécier les conséquences de cette action vigoureuse et générale. L'indifférence et la fermeté apparente du patronat verrier y auront certainement trouvé bien des motifs de réflexion et de révision d'une attitude dictée à la fois par le pouvoir, la technocratie et les organismes dirigeants du patronat français.

R. G.

## ERRATUM

Dans l'article de Daniel Guéri du dernier numéro, page 9-105, deuxième colonne, quatrième alinéa, il fallait lire : « Néanmoins, il semble que certains vœux exprimés par les congressistes, tels que la réforme de la Douane... »

Page 10-106, première colonne, P.S., lire : « du très officiel quotidien *Le Peuple* ».

# Le XXII<sup>e</sup> Congrès de la Fédération du Livre

Le vingt-deuxième congrès de la Fédération du Livre C.G.T. s'est déroulé cette année à Strasbourg, du dimanche 3 mai au jeudi 8 mai inclus.

Il a groupé deux cent trente délégués officiels plus quarante autres mandatés par les sections.

Quarante interventions en cinq jours dont une qui a défrayé la chronique, celle de Benoit Frachon, lui-même, venu apporter le traditionnel salut fraternel, au nom « de la grande C.G.T. » pour la non moins grande Fédération du Livre.

Il est curieux de constater le changement de ton, inhabituel, de la part de Frachon.

Evoquant l'unité syndicale il a proclamé :

« Nous avons renouvelé, lors de notre dernier congrès, nos propositions visant à ce que les représentants de toutes les centrales syndicales se réunissent autour d'une table pour discuter de tous les problèmes concernant l'unité syndicale.

» Cela correspond au désir et à l'intérêt des salariés. Nous sommes sûrs qu'en définitive, la classe ouvrière appuiera un jour nos revendications avec assez de force pour que triomphe notre volonté de réaliser l'unité syndicale. »

A propos du Marché commun, le secrétaire général de la C.G.T. n'utilise plus les sarcasmes ou les slogans habituels :

« Marché commun, misère commune. »

Au contraire, on a recommandé l'union et quelle union ! celle de toutes les forces syndicales des pays du Marché commun.

Frachon sera-t-il le rival malheureux de Gaston Defferre aux élections présidentielles ? Nous n'en savons encore rien, à un an de distance.

Le langage du leader syndical s'apparente dans sa modération calculée à celui d'un politique avisé. En tout cas, reconnaître implicitement l'existence de problèmes professionnels et d'industrie à l'échelle de l'Europe est nouveau dans la bouche de Benoit Frachon.

Ce discours a été prononcé dans une ville européenne : Strasbourg, dans la région d'où était originaire Auguste Keufer, secrétaire général de la puissante Fédération du Livre pendant quarante années (1881-1919).

On se souvient que le réformiste Keufer s'opposait, au nom de sa philosophie « positiviste » aux doctrines du syndicalisme révolutionnaire et de la violence, au temps de la Belle Époque.

Ni Liochon, ni Ehni, ses successeurs, n'ont modifié profondément l'orientation traditionnelle de la Fédération du Livre qui reste ouverte largement aux courants corporatiste et réformiste (1).

Le Congrès de Strasbourg a été assez terne en tant que rassemblement syndical mais positif sur un point précis : la demande de réintégration à la Fédération graphique internationale (F.G.I.).

Contrairement à ce que déclarent André Bergeron et le bureau confédéral de F.O., la demande de réaffiliation à la F.G.I. n'affecte ni la C.I.S.L. ni la F.S.M.

La F.G.I. est une internationale technique qui se place en dehors des deux internationales syndicales précitées.

La Fédération du Livre, sous les auspices d'Edouard Ehni a quitté la Fédération graphique internationale en 1952, soit quatre ou cinq ans après la scission de la C.G.T.

La réintégration pose des problèmes. Soixante-cinq mille syndiqués du livre C.G.T. sont concernés. Dix pays européens se sont prononcés favorablement dont la Belgique, l'Allemagne fédérale, l'Angleterre et la Hollande, appartenant tous à la C.I.S.L.

Force ouvrière représente avec trois mille syndiqués au Livre la France dans le cadre européen. Bergeron et Magnier parlent de « manœuvre cégétiste pour tenter de réintégrer la F.G.I. ». A mon avis, ils ont tort, même si eux se sentent des « syndicalistes libres » de contester la représentativité de la Fédération du Livre C.G.T.

Il existe de graves problèmes techniques, sociaux, humains, qui intéressent non seulement l'imprimerie française mais, fait plus grave, l'imprimerie européenne. Nous y reviendrons ultérieurement.

Par delà l'existence d'un patronat européen et d'Etats soi-disant socialistes concrétisés par des organismes comme le Marché commun et le Comecon, sa réplique à l'Est, il faut tenir compte d'une autre réalité : le prolétariat d'Europe qui a le droit de vivre et de s'affirmer.

L'abstention des deux délégués représentant le syndicat des correcteurs a été motivée par ce seul souci. Le retour à la F.G.I. s'effectuant en dehors de toutes considérations politiques, économiques, opportunistes et circonstancielles, nos camarades Larsen et Macé ont attaché le grelot sur le côté social et syndicaliste pur.

En cela, ils ont été fidèles au mandat que la majorité du syndicat des correcteurs leur avait confié : défendre la demande de réintégration de la Fédération du Livre, sans conditions, pour éviter de la faire renvoyer aux calendres grecques.

Les sections de Metz, Strasbourg, Toulouse, se sont ardemment débattues mais ont voté en définitive la motion Maurice Lafond destinée à présenter cette demande de réaffiliation d'une manière discrète plutôt que retentissante. C'est cela qui a choqué Bergeron et Force ouvrière, comme Frachon a pu l'être à la trop longue évocation des problèmes soulevés par la seule existence du Marché commun.

Ces vérités méritaient d'être écrites dans la R.P., à ses lecteurs de juger à présent.

Albert SADIK.

## Rapprochement gaullo-communiste

Voici que dans le journal U.N.R. *Notre République* du 22 mai, les gaullistes, sous la plume de J.-C. Servan-Schreiber, rendent le coup de chapeau :

Nous savons déjà que Maurice Thorez a tenu à déclarer que, sur certains points de sa politique extérieure, de Gaulle devait être approuvé.

« Sur ce point précis, qu'on le veuille ou non, les communistes sont plus près des gaullistes que leurs autres alliés de l'opposition.

» Dès lors, toutes les hypothèses politiques sont permises. Ainsi, il n'est pas interdit de penser qu'au moment de l'élection présidentielle, les communistes présenteront un candidat qui inscrira dans son programme certains impératifs extérieurs en apparence analogues à ceux des gaullistes.

» Si, par ailleurs, le gouvernement prend sur le plan social les mesures qui s'imposent, de nature à rassurer les masses ouvrières — et en particulier le secteur public — l'opposition d'un Defferre, d'un Cornu, d'un Lecanuet ou d'un Tixier-Vignancour, du fait de la nouvelle attitude communiste, risque de se trouver singulièrement émietlée. »

(1) Ce qu'écrivait notre collaborateur est vrai pour Liochon, mais beaucoup moins pour Ehni qui, paradoxalement tout en se réclamant d'idées révolutionnaires, a fait prendre l'habitude à la Fédération du Livre d'inviter les représentants patronaux à ses congrès. Ce que ses prédécesseurs ouvertement réformistes n'ont jamais fait. — N.D.L.R.

# Notes d'Economie et de Politique

## LA DIALECTIQUE DES BILLETS

Les physiciens avaient autrefois l'habitude — et je pense qu'ils l'ont toujours — de distinguer deux sortes d'équilibres : les équilibres stables et les équilibres instables.

Les équilibres stables sont ceux qui sont tels que si on les détruit, des forces naissent aussitôt qui tendent à rétablir l'équilibre préexistant. Ainsi, une pyramide posée sur sa base est en équilibre stable parce que, si vous l'inclinez quelque peu, il se forme aussitôt un couple de forces qui ramène la pyramide sur sa base dès que vous avez cessé d'agir sur elle.

Les équilibres instables sont, au contraire, des équilibres qui, dès l'instant où ils sont détruits, tendent à se déséquilibrer d'eux-mêmes toujours davantage, car il ne se produit rien qui tende à les rétablir. Exemple : une pyramide qui repose sur sa pointe se tient en équilibre si la verticale de son centre de gravité passe très exactement par le lieu où sa pointe repose, mais c'est un équilibre instable car si vous déplacez cette pyramide si peu que ce soit de sa position, loin d'y revenir, elle s'en écartera toujours davantage jusqu'au moment où elle tombera complètement sur l'une de ses faces.

Or, cette distinction entre les équilibres stables et les équilibres instables n'est pas particulière à la mécanique. Elle s'applique aux phénomènes chimiques comme aux phénomènes physiques. Si l'on met certains corps en présence, tels, par exemple, que de l'hydrogène et de l'oxygène, et qu'on produise dans un mélange un déséquilibre en y faisant éclater, par exemple, une étincelle électrique, les deux gaz se combineront au contact de l'étincelle pour donner de l'eau, et la réaction se poursuivra d'elle-même jusqu'à ce que l'un des deux corps initiaux, l'oxygène ou l'hydrogène, ait totalement disparu car rien ne se produit qui tend à l'arrêter. Un mélange d'hydrogène et d'oxygène est donc un équilibre instable (1).

Par contre, prenez un mélange d'oxygène, d'oxyde de carbone et de carbone ; si vous en élevez la température, la quantité d'oxyde de carbone augmente tandis que celle d'acide carbonique et celle de carbone diminuent, mais cette transformation amène un abaissement de la température, ce qui tend à arrêter le phénomène. Le mélange de ces trois corps est donc en équilibre stable.

Eh ! bien, cette distinction fondamentale qu'il convient d'établir entre les équilibres stables et les équilibres instables ne concerne pas seulement les phénomènes physiques et chimiques, elle est d'une application absolument générale. Elle s'applique notamment aux phénomènes économiques et sociaux. Dans le domaine de l'économie, les équilibres stables sont ce dont les économistes bourgeois du siècle dernier se sont le plus émerveillés et ce que l'un d'eux a baptisés du nom d'« harmonies économiques » (exemple : si une marchandise se raréfie, son prix monte, ce qui fait

(1) En prenant cette expression au sens large, c'est-à-dire en comprenant parmi les équilibres instables, les états dits « hors d'équilibre ».

qu'on en produit davantage, et la raréfaction ainsi disparaît). Dans le domaine proprement social, c'est ce que des philosophes ont décoré du terme pompeux de « dialectique » (exemple : le développement d'une classe entraîne celui d'une classe antagoniste). Enfin, les biologistes, à une époque plus récente, s'aperçurent que les équilibres stables jouaient un très grand rôle dans le domaine de la vie, et les ont affublé d'un terme anglais, ce qui fait plus riche.

Or, dans tous ces cas, il s'agit, je le répète, tout simplement de ceci : un certain état d'équilibre étant donné, s'il se produit un fait qui modifie cet équilibre, cette modification a pour conséquence de produire d'autres phénomènes qui tendent à ramener les choses vers leur état primitif.

Si je me permets de rappeler ces généralités peut-être quelque peu pédantes, c'est parce que cette question de la hausse et de la baisse des prix qui préoccupe tellement nos contemporains relève également de la dialectique (ou, si l'on veut, des « harmonies économiques ») ; la dernière hausse des prix, celle qui s'est manifestée durant tout le régime gaulliste, vient d'en fournir une nouvelle preuve.

\*\*

Rappelons d'abord quelques généralités.

Soit une situation monétaire stable, c'est-à-dire une situation telle que les prix ne bougent pas, parce que la masse des moyens de paiement ne varie pas, ou, plus exactement, ne varie que dans la même proportion que la quantité de marchandises produites.

Détruisons cet équilibre par l'émission d'un certain nombre de nouveaux billets de banque sans contre-partie de nouvelles marchandises (faux billets), en vertu de la loi de l'offre et de la demande, l'offre des billets augmentant, il en faut davantage pour acheter le même produit ; autrement dit : les prix montent. L'équilibre est détruit.

Mais si cet équilibre est un équilibre stable, la hausse des prix aura des effets qui tendront à rétablir l'équilibre en arrêtant la hausse — et c'est, en effet, ce qui se passe.

Pour s'en rendre compte, il est nécessaire d'envisager séparément les diverses raisons pour lesquelles ont lieu les émissions de faux billets (« inflation »).

## LES « FAUX BILLETS » ALLEGENT LA DETTE PUBLIQUE

La cause la plus habituelle et la plus importante de l'inflation réside, comme l'on sait, dans les besoins d'argent de l'Etat. Un Etat qui, pour payer ses dépenses, n'a pas assez de l'argent qu'il prélève par l'impôt ou de celui qu'il emprunte, demande à sa banque d'émission, la Banque de France dans notre cas, d'imprimer une certaine quantité de nouveaux billets et de les lui remettre ; avec ces billets il effectue ses paiements.

Telle fut la cause des grandes inflations qui ont suivi chacune des deux dernières grandes guerres et qui ont fait tellement monter les prix

qu'en France, en 1926, à la veille de la « stabilisation Poincaré », il fallait au moins 7 francs, et en 1952, à la veille de la « stabilisation Pinay », au moins 160 francs, pour acheter ce qu'on payait un franc en 1914.

Quel est donc le phénomène dialectique qui a fini par arrêter, à un certain moment, cette dépréciation du franc ? Il est très simple : au cours de chacune des guerres et de la période immédiatement consécutive, l'Etat fut obligé d'emprunter des sommes considérables, si bien que la charge de la Dette publique atteignit rapidement un montant tel qu'il devint absolument impossible d'y faire face soit au moyen de l'impôt, soit au moyen de nouveaux emprunts ; il n'y avait donc qu'un moyen de payer les intérêts qu'on s'était engagé à verser, c'était de les payer en monnaie de singe, c'est-à-dire au moyen de la presse à billets ; pour cela, on fit imprimer par la Banque de France des quantités considérables de nouveaux billets et on les donna en paiement aux créanciers de l'Etat.

Le résultat fut ce qui se produit toujours lorsqu'on émet des billets qui ne correspondent pas à la production d'une marchandise : les prix montèrent, la valeur du franc baissa.

Mais alors, du même coup, la charge de la Dette de l'Etat, sa charge en valeur réelle, diminuait, car si cette Dette était bien toujours du même nombre de francs, ce nombre de francs correspondait, du fait de la hausse des prix, à une quantité de marchandises de plus en plus faible, ce qui rendait de plus en plus facile pour l'Etat de se procurer le nombre de francs correspondant par l'impôt, car si un fabricant de chaussettes, par exemple, produit 1 million de chaussettes par an, qu'il vend un franc chacune, sa recette totale sera de 1 million de francs ; dès lors, l'Etat ne pourra le frapper d'un impôt de 1 million, puisque cela représenterait la totalité de ses rentrées, mais si, toutes choses égales d'ailleurs, le prix de la chaussette monte à 100 francs, l'Etat pourra facilement imposer le commerçant pour 1 million puisque cela ne représentera que le centième de sa recette. Et, avec ce million, l'Etat pourra payer la même fraction de sa Dette qu'il ne le pouvait avec la même somme lorsque la chaussette ne valait qu'un franc, puisque les intérêts, eux, n'ont pas subi de hausse (2).

Ainsi, le fait que l'Etat s'est servi de la presse à billets pour payer les intérêts de sa Dette a fait monter les prix, mais cette hausse des prix permet maintenant à l'Etat de payer les intérêts de sa Dette sans recourir désormais à la presse à billets.

Dans l'inflation qui a suivi l'avènement du gaullisme une telle dialectique a eu aussi à jouer, puisque l'Etat gaulliste a fait un large appel à la presse à billets durant les premiers mois de 1961 pour pouvoir effectuer ses paiements (voir la R.P. de février 61 et numéros suivants) ; fin 63, le montant des billets émis par la Banque de France pour le compte de l'Etat était de plus de 4 milliards de nouveaux francs, alors qu'il n'était que de 850 millions de nouveaux francs fin 60, ce qui représentait donc une inflation de plus de 3 milliards.

Mais il y a eu aussi durant cette même période une autre cause d'inflation.

Ainsi que nous l'avons vu dans la R.P. d'octobre 63, il y avait eu alors une inflation de 6 milliards et demi de francs environ par rapport à 59. L'inflation due aux besoins de l'Etat n'ayant été que de 3 milliards, il a fallu qu'il s'en produise une autre.

Quelle est la cause de cette autre inflation ? Et cette cause a-t-elle agi, elle aussi, d'une manière dialectique ?

C'est ce qu'il nous faut maintenant examiner.

#### LES « FAUX BILLETS » REDUISENT LES EXPORTATIONS

On se souvient que l'une des premières mesures prises par le gaullisme triomphant fut de dévaluer le franc. Le dévaluer de 20 %.

Or, comme toute dévaluation, cette dévaluation entraîna un accroissement des exportations, car les industriels se mettant à recevoir du jour au lendemain 20 % de plus pour le produit des ventes qu'ils faisaient à l'étranger sans que le prix de vente de ces produits à l'étranger n'augmente d'un centime, les industriels pouvaient facilement baisser leurs prix à l'étranger pour y tenir tête à la concurrence.

C'est ainsi qu'au cours des années 58, 59, 60 et 61, les exportations françaises s'accroissent considérablement. Alors qu'en 57, leur valeur était inférieure de près de 4 milliards de nouveaux francs à celle des importations, elle leur fut supérieure de plus de 2 milliards et demi durant chacune des années 59, 60 et 61.

Or, comment, sous notre régime de contrôle des changes, les marchandises exportées sont-elles payées aux producteurs ?

Le prix de ces marchandises, le prix que paie l'acheteur étranger n'est pas versé directement par lui à son vendeur français. Ce prix (généralement fixé en dollars, en sterling ou dans la monnaie même du pays de l'acheteur) est versé par l'acheteur à la Banque de France ; celle-ci, au lieu de transmettre à l'acheteur les billets étrangers qu'elle a ainsi reçus, les garde et ne verse au vendeur que des francs, des francs d'une valeur égale à celle des billets étrangers qu'elle a encaissés (valeur fixée d'après le tableau d'équivalence qui a été établi une fois pour toutes lors de la dernière en date des dévaluations).

En conséquence, voici des francs, des francs supplémentaires, des francs tout neufs, que la Banque de France a fait imprimer tout exprès, qui entrent dans la circulation.

Or, si, à la différence des francs fournis à l'Etat pour boucher les trous de son budget, ces nouveaux billets correspondent bien à la mise en vente d'une marchandise, cette marchandise n'est mise en vente... qu'à l'étranger. Le Français dispose donc de francs supplémentaires sans qu'il ait un supplément de marchandises correspondant sur son marché. Par conséquent : excès de francs par rapport aux marchandises ; par conséquent : hausse des prix.

Mais, dira-t-on, ces marchandises existant à l'étranger, rien n'empêche de les y acheter, et de les y acheter avec des francs, avec ces francs supplémentaires qui proviennent des exportations.

C'est, en effet, ce qui se passe : l'achat de marchandises à l'étranger, leur importation s'effectue de la même manière que les exportations, le mécanisme fonctionnant seulement à rebours. Celui qui achète des marchandises étrangères en verse le prix en francs à la

(2) Pour la comparaison détaillée des charges de la Dette publique française en 1914 et en 1926 (époque de la stabilisation Poincaré), on peut consulter la R.P. de août 25 et de août 26.



Banque de France qui en verse la contrepartie à l'acheteur étranger dans la monnaie étrangère stipulée et garde par devers elle les francs qu'elle a reçus, c'est-à-dire qu'elle retire ceux-ci de la circulation.

Seulement, si, comme cela a été le cas durant les années en question, les exportations sont largement supérieures aux importations, la quantité de francs retirée de la circulation par la Banque de France du fait des importations est inférieure à celle qui a été émise du fait des exportations, de telle sorte que, finalement, il reste un excès de billets par rapport à la quantité de marchandises existant sur le marché français, d'où la hausse des prix.

Voilà donc pourquoi les prix qui n'avaient monté que modérément dans les années qui précéderent la dévaluation, c'est-à-dire les dernières années de la IV<sup>e</sup> République, se mirent à grimper brusquement après la dévaluation, au point qu'en 1962 les prix de gros étaient de 25 % supérieurs à ce qu'ils étaient en 57, avant la dévaluation.

Mais — et c'est ici que la dialectique intervient — par suite de cette augmentation des prix de 25 %, la prime à l'exportation de 20 % dont jouissaient les exportateurs français du fait de la dévaluation se trouva plus qu'annulée. Aussi les exportations se mirent-elles à devenir bientôt inférieures aux importations; la balance commerciale devint déficitaire: 778 millions de francs de déficit en 62, et 3 milliards 163 millions en 63.

D'où, plus besoin de tirer de nouveaux billets pour payer les exportateurs; ceux remis par les importateurs suffisent, et au-delà! La hausse des prix produite par la dévaluation a arrêté les effets de la dévaluation (3).

\* \* \*

Ainsi, qu'il s'agisse de billets émis pour payer les exportateurs ou de billets émis pour boucher les trous du Trésor, l'émission de faux billets entraîne dans les deux cas une hausse des prix qui a pour conséquence de supprimer le besoin d'émettre de faux billets. Par là, l'inflation conduit d'elle-même à la « stabilisation ».

Eh! bien, c'est à la présence de mécanismes semblables dans presque tous les phénomènes sociaux qu'est due la relative permanence des sociétés — de même que c'est à la présence de tels mécanismes dans presque tous les phé-

(3) De ce fait, le nombre des billets émis n'aurait plus dû s'accroître depuis fin 61, ou, plus exactement, ne pas s'accroître plus que la production. Tel n'a cependant pas été le cas: de fin 61 à fin 63, le montant des billets de banque s'est encore accru de 11 milliards. Cela fut dû à ce qu'un autre phénomène vint relayer l'excédent de la balance commerciale, celui de l'importation de capitaux.

En 62 et 63, il y eut une grande quantité de capitaux étrangers qui entrèrent en France pour s'y investir. Et ce fut alors le même processus que pour les exportations: le capitaliste étranger remettait à la Banque de France en dollars, livres sterling ou autres monnaies étrangères l'équivalent de la somme qu'il voulait placer en France: la Banque de France lui remettait alors, en contrepartie, des francs tirés tout exprès avec lesquels ledit étranger achetait en France ce qu'il désirait: terrains, usines, actions, etc. Il y avait donc ainsi en France de nouveaux billets et... de nouveaux acheteurs, mais pas de nouvelles marchandises. Donc inflation, donc hausse des prix.

Nous tâcherons de revenir sur ce point lorsque l'afflux de capitaux étrangers, qui dure encore, sera arrêté et qu'on pourra avoir une vue d'ensemble de ses effets.

nomènes physiques qu'est due la relative permanence du monde.

Cependant, il y a des moments où la société ne se trouve qu'en état d'équilibre instable; alors un événement mineur, la prise de la Bastille, par exemple, qui vient déranger tant soit peu cet équilibre, en entraîne toute une suite d'autres, chacun amplifiant le déséquilibre produit par le précédent, et l'ancien équilibre se trouve totalement détruit. C'est ce qu'on appelle une « révolution ».

Il en est de même pour le monde physique. Lorsque celui-ci se trouve en équilibre instable, il s'y produit ce qu'Elie de Beaumont appelait des « révolutions du globe »: « ce sont des associations entières, toutes les populations animales et végétales, les grandes unités dans l'économie de la nature qui font leur apparition ou disparaissent simultanément » (Suess).

Il est donc utopique de penser que l'on peut parvenir au moyen de certaines mesures limitées à modifier progressivement la structure d'une société, à faire que celle-ci « change de base » pour employer l'expression de l'Internationale, car de telles mesures tendent par elles-mêmes à rétablir la société dans son équilibre antérieur, du moment que celui-ci était un équilibre stable; aussi, tout nouvel équilibre social, toute nouvelle société ne peut naître que d'un processus révolutionnaire, découlant d'un état social instable.

## LE CERVEAU OU LA MAIN? HOMO SAPIENS OU HOMO FABER?

On sait que les naturalistes désignent chaque espèce animale par deux mots latins, le premier désignant le genre, et le second caractérisant l'espèce elle-même. C'est ainsi qu'on a appelé notre espèce *homo sapiens*, expression qu'il est assez difficile de traduire très exactement en français, mais dont le meilleur équivalent me paraît être: l'homme raisonnable.

L'homme raisonnable, c'est-à-dire l'homme doué de raison, par opposition avec des êtres qui appartiennent au même genre que lui-même, mais qui ne sont pas doués de raison.

C'est donc notre intelligence, d'après cette terminologie, qui est notre qualité essentielle — et notre cerveau, qui en est le siège, est notre organe caractéristique.

Cependant, certains auteurs, disons principalement des philosophes, et, plus particulièrement des philosophes que l'on peut appeler « pragmatiques », se sont élevés contre cette conception.

Pour eux, ce qui caractérise l'homme, ce n'est pas tant son cerveau, ce n'est pas tant le fait qu'il pense, c'est le fait qu'il est capable de fabriquer des outils. L'homme, disent-ils, n'est pas *homo sapiens*, l'homme qui raisonne, mais bien plutôt *homo faber*, l'homme qui fabrique.

C'est Franklin qui, le premier, je crois bien, a émis cette idée il y a quelque deux cents ans et a créé pour l'exprimer le terme de *homo faber*. Plus tard, l'idée et le mot furent repris par Marx, plus tard encore par Bergson. Ce ne serait donc pas le cerveau, d'après ces auteurs, qui a fait l'homme, mais bien plutôt sa main, sa main qui s'est trouvée capable par elle-même, en vertu de ses propres qualités, de créer les premiers outils.

Or, il se trouve — et c'est la raison pour laquelle il me semble utile de revenir sur ce vieux sujet — que cette vue de nos philosophes s'est trouvée remarquablement confirmée au

cours de ces dernières années par les découvertes des anthropologistes.

L'essentiel de ces découvertes a été très bien résumé dans un article de Patrick Braun paru récemment dans *Sciences et Avenir* (article qui, soit dit en passant, est d'un niveau sensiblement supérieur à celui de la plupart des articles de ce magazine), auquel j'emprunte les faits qui suivent.

Parmi les nombreux fossiles d'êtres se rapprochant plus ou moins de l'homme, que l'on a trouvés, ces dernières années, en Afrique australe, il y en a un (baptisé le zinjanthrope) à côté duquel on a trouvé des outils extrêmement primitifs, mais des outils tout de même. La présence de ces outils, fabriqués évidemment par cet individu ou par ses proches, indique, à elle seule, qu'on se trouve en présence d'un homme ; or, les restes de cet homme montrent que le volume de son crâne était très faible. Ce n'est que postérieurement, chez des êtres beaucoup plus récents, que s'est produite l'évolution du cerveau. Chez ce premier fabricant d'outils, le cerveau n'est encore guère que celui d'un singe, et pourtant, puisque le zinjanthrope fabriquait des outils, il est dans la lignée humaine. Ce n'est donc point le cerveau qui a fait l'homme.

Par contre, si le cerveau du zinjanthrope n'est pas encore évolué, si son crâne est encore de dimensions si faibles qu'on n'hésiterait pas à classer cet animal dans la famille des singes si l'on n'avait rien d'autre que sa boîte crânienne, l'ensemble du squelette des êtres du même genre qui vivaient à la même époque que lui, se distingue nettement de celui des singes par le fait que ce squelette permettait et même presque obligeait l'être qui en était doté, à se tenir debout. La dimension des os des membres inférieurs et du bassin, la non courbure de la colonne vertébrale, etc., faisaient que la position normale de ces êtres était la position verticale.

Or, pour un individu qui se tient normalement debout, droit sur ses deux jambes, et dont les jambes et même les bras ne sont plus faits pour s'agripper commodément, il n'est pas question de passer sa vie à grimper aux branches. Son habitacle normal devient le sol, et non plus l'arbre. Dès lors, ses mains, les mains qui lui étaient indispensables pour saisir les branches, perdent leur ancienne raison d'être. Elles deviennent oisives. Oisives, c'est-à-dire libres, libres de faire autre chose.

Au lieu donc que l'animal ne se serve qu'incidentement de ses mains pour faire autre chose que de grimper, ses mains vont pouvoir s'occuper à autre chose d'une façon constante : la main va casser des cailloux. Des cailloux dont le zinjanthrope s'aperçoit que certains d'entre eux facilitent sa tâche pour lui assurer ce qui est nécessaire à sa vie : donc des outils.

Ainsi, c'est la transformation de leur squelette, et non le développement de leur cerveau qui a conduit nos lointains ancêtres à faire ce qui depuis lors n'a cessé de les distinguer, eux et leurs descendants, de tous les autres membres du règne animal : fabriquer. Ce n'est pas parce que son cerveau a grandi, mais parce que sa main a été libérée, que le premier homme est devenu homme (4).

(4) Dans son ouvrage posthume sur la « Dialectique dans la Nature ». Engels avait déjà consacré tout un chapitre au rôle joué par le travail et la main dans la transformation des ancêtres de l'homme en hommes.

Plus encore, c'est cette libération de la main qui a permis, plus tard, le développement du cerveau.

En effet, la main devenant libre, n'ayant plus besoin de saisir des branches, est désormais disponible, non seulement pour fabriquer des outils, mais aussi pour saisir tout ce qu'il y a à saisir — ce qui libère la mâchoire du travail de préhension auquel elle était obligée chaque fois qu'il s'agissait de transporter quelque chose, tout en s'agrippant aux arbres. La libération de la main a conduit à la libération de la face.

Or, la face n'ayant plus à faire les efforts qu'il lui fallait précédemment fournir, le crâne étant bien en équilibre maintenant sur le corps, le cerveau a pu se développer plus facilement.

Ainsi, c'est la libération de ses mains qui a permis au zinjanthrope de devenir *homo faber*, et c'est cette même libération qui a aidé ses descendants à devenir *homo sapiens*.

En conséquence Messieurs les Intellectuels feraient bien de rabattre leur caquet ! Avant de penser, l'homme a fabriqué. Sans les mains, sans le travailleur manuel, leur cerveau ne serait rien. « Au commencement était l'action », disait Goethe. L'ouvrier, celui qui agit, celui qui crée, est à l'origine du développement humain.

Robert LOUZON.

P.S. — Il est donc toujours bien entendu pour nos camarades de la Loire que le prolétariat est en diminution. Lorsqu'on leur objecte que d'après ces statistiques mêmes pour lesquelles ils professent une si grande vénération, la proportion des salariés, loin de diminuer, s'accroît, ils objectent que tous les salariés ne sont pas des prolétaires — ce qui est exact.

Mais peut-être consentiront-ils à admettre que les « manœuvres » et les « ouvriers spécialisés » (O.S.) sont bien, eux, des prolétaires, des vrais prolos ?

Si oui, qu'ils veuillent bien alors méditer ces chiffres récemment fournis par l'Institut national de la statistique : entre 1954 et 1962, soit en huit ans, le nombre des manœuvres a augmenté en France de 294.000, et celui des O.S. de 606.000, ce qui fait, au total, 900.000 « vrais prolos » de plus dans l'industrie !

Il est vrai que, ainsi qu'il fallait s'y attendre, le nombre des ouvriers agricoles, autres vrais prolos, a diminué, lui, de 340.000.

Mais cela fait tout de même, pour l'ensemble de l'industrie et de l'agriculture, plus d'un demi-million de travailleurs, de « travailleurs de force », en plus.

Et voilà comment diminue le prolétariat !

Une autre tarte à la crème des adversaires du socialisme est de prétendre que contrairement à ce qu'affirmaient les critiques du siècle dernier, il ne se produit pas de concentration capitaliste, surtout dans l'agriculture. Or, les statistiques du même Institut indiquent que, dans les mêmes huit années (de 54 à 62), le nombre des exploitants agricoles a diminué du quart ! — R.L.

« Chaque membre du parti communiste chinois doit conserver les œuvres de Mao-Tse-Toung en trois endroits : à la maison, dans la poche et au travail. Il doit remercier, en attitude de prière, Mao-Tse-Toung pour la nourriture consommée, pour la santé de ses enfants et pour tel ou tel succès.

Aucun parti ne dispose d'un appareil aussi énorme que le parti communiste chinois qui a organisé un système légalisé de délation qui crée une atmosphère oppressante dans les organisations du Parti, engendre le carriérisme, la calomnie et la servilité. »

LA PRAVDA (22-4-64.)

## Les grèves à l'ordre du jour

Une nouvelle fois, les travailleurs asturiens ont secoué l'opinion, sinon dans le monde — puisque celui-ci ne s'intéresse que très peu à ce qui se passe de ce côté-ci des Pyrénées — au moins dans nos provinces, où l'on commence à comprendre que le régime n'est pas — loin de là — inattaquable. En effet, la succession des grèves dans les mines et sa durée incroyable — plus de deux mois l'été dernier et presque autant à présent — ont prouvé que les interdictions gouvernementales ne servent à rien, qu'il est possible, d'une façon ou d'une autre, de faire face à l'arbitraire et demander la reconnaissance des droits essentiels de la classe ouvrière.

Même s'il n'y avait pas eu d'autres conséquences, cela serait déjà très important. Il faut se rendre compte des conditions dans lesquelles se trouvaient les travailleurs espagnols ces dernières années, sous la peur du patron, du garde civil, du phalangiste ou du voisin dénonciateur... Ils étaient devenus sceptiques méfiants et ne prétaient qu'un intérêt minime à l'action de l'opposition ou à la défense de leurs propres droits. Nous parlons des dernières années, car, précédemment, les organisations clandestines ont connu des périodes d'enthousiasme et elles représentaient une force non négligeable. Il en fut ainsi à la fin de la seconde guerre mondiale, dont la victoire obtenue sur les puissances fascistes était considérée par les travailleurs et le peuple espagnol comme leur propre victoire. La conduite des vainqueurs, oubliant leurs promesses, ne fit que généraliser la déception. Quelques années plus tard, l'espoir de redressement réapparut à l'occasion des manifestations de Barcelone et la grève générale déclarée en Catalogne et dans le pays basque. Mais à nouveau la déception devait s'imposer après la signature, en 1953, du pacte Madrid-Washington.

Depuis, les organisations ouvrières de la clandestinité n'ont pu remonter le courant que très difficilement. Aujourd'hui, nous avons cependant d'autres motifs d'espoir, d'abord parce que les protestations contre le régime gagnent des secteurs divers (notamment chez les étudiants), ensuite parce que les grèves ne sont pas limitées aux demandes à caractère simplement économique ; elles ont posé le problème de la liberté d'association.

### LE CONFLIT DANS LES MINES

Pendant la deuxième quinzaine d'avril, les arrêts se sont succédé par échelonnement, gagnant peu à peu tout le bassin houiller : le Fondon, San Nicolas, Puramabule, Turon, Figaredo, Veguin, etc. Au début du mois, le chiffre des grévistes s'élevait à 40.000.

Le gouvernement, ayant réussi l'été dernier à étouffer la grève en mettant en jeu toutes sortes de pressions, sans négliger celles de la police — dont les excès furent l'objet d'une énergique protestation de la part de quelques deux cents intellectuels espagnols — ne pouvait croire à une reprise si rapide et si ample de l'action ouvrière.

Il n'est pas besoin de dire que l'appareil de répression s'est remis en marche. Il opère, certes, de façon bien discrète, car nous sommes à la veille de l'examen de la demande d'admission adressée par le gouvernement de Franco au Marché commun, et il ne faut pas donner des motifs aux ennemis de la « patrie » pour qu'ils déclenchent une nouvelle campagne « anti-espagnole » et rendent difficile la tâche des actuels avocats du régime du Caudillo, en l'occurrence MM. Ehrard et de Gaulle. A part donc les recherches chez les mineurs suspects d'être en rapport avec les organisations syndicales clandestines (l'Union générale des Travailleurs et la Confédération nationale du Travail), les entreprises principalement touchées par le conflit (entre autres, la Nespral, Tres Amigos, Resninedo, La Nueva, Carbones de Lanero, Hulleras de Turon, Minas Figaredo, Hullera Española, Minas Dominica et Lori, Hullera de

Veguin et Oloniego, et Minas de Riosa) se sont vu contraintes d'afficher des mesures de suspension d'emploi pour tous ceux qui avaient manqué au travail.

### REPERCUSSION DANS D'AUTRES SECTEURS

Le résultat des mesures de suspension d'emplois et de répression policière — dont l'application a été surveillée par le ministre de l'Intérieur en personne, déplacé à cet effet aux Asturies — devait être tout opposé aux espoirs des autorités, car le mouvement, loin de s'arrêter, gagna une plus grande extension dans les mines (La Encarnada, Musel, Llamas, Solvay, El Valle, Sueros, Reservada, Vicentina, Malatos, etc.). Par la même occasion, d'autres secteurs se joignirent au mouvement, en particulier les établissements divers de la Duro-Felguera : les usines de Mieres, Langreo et Siero, ainsi que les ateliers métallurgiques de Moreda-Gijón.

La prolongation et le développement du conflit a fait donc échouer les mesures adoptées par les entreprises, lesquelles, en général, ont plus d'intérêt à offrir quelques avantages aux ouvriers pour la reprise du travail qu'à maintenir les licenciements, conseillés par le gouvernement. De son côté la presse régionale n'a pas trop insisté sur les licenciements, et elle a même été plus prudente que les journaux d'autres provinces quant à l'exploitation des « succès » de la reprise du travail, car elle savait bien qu'il n'y avait pas eu de tels succès, donc elle ne pouvait tromper personne.

Il faut signaler d'autre part que le conflit houiller devait se répercuter ailleurs, de sorte que des grèves se sont produites simultanément dans des provinces diverses, notamment à Santander et en Biscaye (métallurgistes), à Cadix (journaliers agricoles), à Teruel, Ciudad-Real et Huelva (mineurs).

### CE QU'ON DEMANDE ET CE QU'ON OFFRE

Avant de nous occuper de ces derniers conflits, nous devons dire quelques mots sur la situation aux Asturies, où l'on peut craindre que, comme l'année dernière, les mineurs, malgré tout leur courage, doivent regagner un jour leur poste de travail sans avoir obtenu entière satisfaction.

Justement leurs revendications, comme nous l'avons déjà dit, ne se limitent pas aux aspects économiques, aux demandes de protection sociale — toujours bien justifiées — mais elles ont un sens plus élevé, à savoir :

- le retour des ouvriers éloignés de la région à cause de leur participation dans des conflits précédents ;

- la reconnaissance du droit de grève ;
- la suppression des cotisations au bénéfice du syndicat officiel, qui sont retenues sur la paye de chaque ouvrier ;

- la liberté de syndicalisation pour tous.

Sur ces points, le gouvernement n'a pas dit un mot. Il a fait comprendre cependant qu'il n'est pas question d'accepter quoi que ce soit en dehors des structures actuelles. Telle est la signification du texte qui vient de paraître dans le Journal officiel du 20 et du 21 mai, qui s'intitule « Ordonnance du travail pour l'industrie houillère » et dont l'application ne comprendra le bassin asturien qu'après la reprise complète du travail dans toutes les entreprises.

Eh bien ! même appliquée dans les conditions les plus favorables, cette ordonnance ne résout pas le problème ; elle est fondée sur le système d'exploitation en vigueur et ne prévoit pas le moindre changement dans les relations futures entre les ouvriers et les entreprises. En plus, les améliorations des conditions du travail dont il serait question à longue échéance et le programme d'augmentation des salaires basés sur le rendement et échelonnés sur plusieurs années ne peuvent en aucun cas donner satisfaction aux travailleurs de nos mines, les moins favorisés de toute l'Europe occidentale.

Les journaux du régime ont voulu, comme il se doit, tirer parti de la publication de cette ordonnance pour louer le paternalisme généreux du régime. En outre, habitués à mentir, ces journaux ont prétendu que les mineurs ont accueilli les nouvelles mesures avec sympathie. En réalité, une semaine après, la situation est inchangée.

#### L'EXEMPLE QUI COMPTE

Si nous ayons fait allusion à la possibilité d'un retour au travail, c'est parce que, malgré la ténacité des hommes de la mine, nous sentons l'affaiblissement des forces. Une grève qui se prolonge deux mois est toujours difficile à supporter, et il paraît déjà incroyable qu'elle puisse tenir si longtemps dans un pays comme le nôtre, dans une région si éprouvée par la répression et sans ressources d'aucune sorte, sans moyens d'information et de diffusion pour effectuer une véritable campagne de solidarité et de soutien général.

L'aide qu'ont pu recevoir jusqu'à présent ces braves mineurs asturiens n'est que symbolique. Leur soutien, le seul, est celui qu'ils ont trouvé en eux-mêmes, en sachant obtenir — je l'ai déjà dit dans une autre correspondance — le meilleur parti des conditions économiques particulières de la région où, bien souvent, l'ouvrier est autant mineur que paysan. De la même façon, ces ouvriers soutenus par la population, peuvent prolonger encore la grève plusieurs jours voire plusieurs semaines. Mais il ne faut pas ignorer les difficultés, il ne faut pas faire de faux calculs et croire que les mineurs vont affronter seuls tout l'appareil du régime. Tout effort a une limite. Donc, il n'est pas exclu, malheureusement qu'un jour ou l'autre, le découragement aidant on retourne au travail. C'est comme cela que s'est achevée la lutte l'année dernière. La honte ne sera pas pour les mineurs, mais pour ceux qui n'ont rien fait pour les aider à vaincre.

De toute façon, ils ne seront pas vaincus ; ils auront gagné plutôt une bonne partie : avoir mis en évidence le régime, avoir prouvé la possibilité de le combattre au moyen de l'action ouvrière organisée et généralisée.

#### LE PROBLEME DES HOUILLERES

On devra reparler bien souvent des houillères, autant que des mineurs, des Asturies. Cette industrie traverse depuis de longues années une grave crise, et ce n'est pas la nouvelle ordonnance qui pourra la résoudre. D'abord, l'augmentation des salaires, même conditionnée à un plus grand effort de productivité, ne pourra pas être supportée pour certaines entreprises dont les procédés d'exploitation sont tout à fait archaïques. D'autres, plus riches, appartenant à des groupes financiers espagnols ou à des compagnies étrangères très puissantes s'en sortiront plus facilement. Cependant une question restera en suspens : le renouvellement du matériel d'extraction, l'équipement moderne de toutes les installations et la rationalisation du travail.

La situation des charbonnages, déjà difficile dans plusieurs pays européens, a un caractère particulier dans cette région, où les gisements sont en général assez pauvres. Déjà avant la guerre on avait étudié l'éventualité de la fermeture de certaines mines, dont l'extraction ne devenait plus rentable. On a poursuivi l'exploitation d'une part parce que dans le pays n'abondent pas tellement les ressources énergétiques, et d'autre part parce que le coût excessif du transport de charbon ne diminuerait pas leur prix en l'important de l'étranger. Il est évident que les mines même dans des conditions peu avantageuses, doivent continuer à fonctionner, le destin de la région tout entière en dépend. Mais il faudrait mettre en œuvre une exploitation plus économique et plus rationnelle en développant à côté des houillères une industrie sidérurgique qui puisse utiliser, sans frais de transport, la plus grande partie de la production de charbon.

Le régime actuel, prisonnier des groupes d'affaires, n'est pas capable d'entreprendre des réformes semblables. Il préfère la voie de la routine, les demi-mesures dont tout le pays, et en particulier les ouvriers mineurs, souffrent.

#### LES AUTRES GREVES

Les mineurs de Puertollano (Ciudad-Real), de la province de Teruel et de Rio Tinto (Huelva) ont suivi — comme nous l'avons déjà indiqué — le mouvement de grève. Quoique sa durée ait été courte, ils ont obtenu certains avantages.

A Santander, province voisine des Asturies, un autre mouvement de grève a paralysé les ateliers métallurgiques de Nueva Montaña-Quijano, ainsi que l'industrie filiale de Los Corrales de Buelna, près de Torrelavega. Ces deux grèves, à l'exemple de celles des mineurs, ont débordé le cadre économique (renouvellement de la convention collective et augmentation des salaires) et ont posé ouvertement la question de la liberté syndicale, demandant, en plus, la réhabilitation d'un camarade de travail qui avait été expulsé de l'entreprise en raison de son activité syndicale.

Il est à noter aussi une grève de 15.000 ouvriers agricoles dans la région de Jerez (Cadix). Ces ouvriers ont réclamé des augmentations de salaires et l'application de certaines mesures de sécurité sociale jusqu'ici méconnues par les entreprises viticoles de la contrée.

Enfin, les actions les plus importantes se sont produites dans le pays basque, où déjà le 1<sup>er</sup> mai avaient eu lieu de nombreuses manifestations (à Bilbao seulement on a calculé, en plusieurs cortèges, la présence de 100.000 ouvriers). Eh bien ! le 14 mai, répondant à l'appel de l'Alliance syndicale (C.N.T. - U.G.T. - S.T.V.), des arrêts de travail en signe de solidarité avec les mineurs asturiens ont été enregistrés dans les entreprises suivantes de Bilbao et ses alentours : usine Franco-Belga, arrêt total ; Aguirena, arrêt de deux heures et demie ; Constructora Naval (sections fonte et machines), arrêt total ; Siga et Laurak, arrêt total ; ateliers Ruiz de Velasco, arrêt total ; Euskalduna, General Electrica, Echevarria, Babcock Wilcox et La Basconia, arrêt partiel.

#### MOT D'ORDRE : LIBERTE

Après avoir essayé toutes sortes d'équilibres, la presse du régime s'est montrée ces jours derniers tout à fait déconcertée. Elle a voulu reprendre les anciens sujets de la propagande contre les agitateurs « rouges », en présentant les hommes du Kremlin comme les fauteurs de ces troubles, sans autre objectif que celui de ternir l'éclat des parades commémoratives des « 25 années de paix ». Cependant, elle s'est trompée grossièrement puisque cette Alliance syndicale qu'on accuse d'être à l'origine de la « provocation » antifranquiste, n'a rien, absolument rien à voir avec les communistes.

Nous ajouterons que les communistes, ainsi que d'autres éléments opportunistes et en mal de publicité qui se détachent de la Phalange et s'approchent du P.C., se sont prononcés contre la revendication déjà popularisée de « liberté syndicale ». Pour eux, donc, comme pour les phalangistes, tout l'intérêt réside dans la continuité de l'organisation unique et étatisée, où la bureaucratie pourrait tout se permettre sans tenir compte des aspirations de la classe ouvrière.

Et pourtant, c'est au cri de « liberté syndicale » que des jeunes travailleurs ont pénétré dans la salle où se tenait le dernier congrès des syndicats verticaux (national-syndicalistes) ; c'est par ce même cri que les mineurs asturiens ont commencé leur mouvement et qu'ont défilé les métallos de Bilbao ; c'est pour défendre cette revendication que des camarades de l'Alliance, des hommes de la C.N.T. et de l'U.G.T. ont été arrêtés dernièrement à Barcelone et à Madrid. Les communistes ne sont pas dans le coup. Tant pis pour eux ! Car il n'y a pas de doute que c'est sous le drapeau de la « liberté syndicale » que vont se produire les nouvelles manifestations populaires contre le régime.

Nous devons donc nous féliciter — quoique cela ne plaise pas aux communistes et autres « istes » que l'Alliance syndicale ait lancé ce mot d'ordre. Leur réussite signifie un grand pas en avant de l'action ouvrière. Nous espérons, enfin, que les organisations clandestines sauront développer ce travail pour rapprocher autant que possible le jour de la libération de l'Espagne.

Madrid, mai 1964.

FERGOPE.

## LES DEUX VÉNÉZUELA

Il y a une quarantaine d'années seulement, le Venezuela était l'un des pays les plus arriérés d'Amérique latine. Quelques grandes familles de propriétaires terriens, maîtres de territoires immenses, vivaient largement de quelques cultures — café, cacao principalement — et de l'élevage. Une population, en grande majorité rurale, menait une existence misérable, mal nourrie, mal vêtue, mal logée, amoindrie physiquement par les maladies, parmi lesquelles la syphilis s'inscrivait au premier rang. Des gouvernements de force, fréquemment brisés et remplacés par d'autres équipes avides du pouvoir, alternaient, prodiguant à l'un ou l'autre clan de propriétaires des « crédits » qu'il était de règle de ne jamais rembourser.

La découverte, puis l'exploitation de riches gisements de pétrole allaient bouleverser ce lamentable tableau. Le revenu *per capita* atteignait dès 1954 le chiffre extraordinaire de 540 dollars U.S.A., plaçant le pays parmi les douze premières nations du monde, pour ce qui est des ressources. Depuis une trentaine d'années, le taux de développement économique est un des plus élevés à l'échelle internationale. Deux tiers de la population vit dans des centres urbains.

Le Venezuela est donc devenu un pays riche. Mais il demeure en grande partie un pays « sous-développé ». Sur une population d'un peu plus de sept millions d'habitants, il est probable que trois millions au moins ne mangent pas à leur faim et vivent dans des conditions lamentables. Même à Caracas, métropole ultra-moderne sous certains aspects les collines qui ceignent la ville sont recouvertes d'étranges constructions qui vont de la maisonnette bâtie par des mains d'ouvrier à la cabane en planches et dont les occupants demeurent en marge des activités de la capitale.

Le pouvoir se trouve aux mains de ceux qui peuvent, directement ou indirectement, manipuler les revenus considérables de l'industrie du pétrole — implantée et organisée par des compagnies étrangères, mais qui paie, par le système des « royalties » et des impôts. D'où l'importance des partis politiques, lesquels constituent les cadres dirigeants d'un pays sans bourgeoisie véritable. D'où, aussi, la similitude d'origine sociale des militants et fonctionnaires des divers partis qui se disputent le pouvoir, se le partagent ou s'allient pour le conserver. Il y a certes quelques nuances dans les programmes, quelques différences dans les idéologies exposés par *Action Democrática* — le parti de l'ancien Président Betancourt et de l'actuel Président Raul Leoni —, par *COPEI* — le parti démocrate chrétien, allié d'*Action Democrática* hier, dans l'expectative aujourd'hui —, par l'*Union Republicana Democrática* — dans la coalition gouvernementale au début de l'expérience Betancourt, passée à l'opposition ensuite, à la veille d'entrer dans la coalition gouvernementale pour le présent. Le commun dénominateur est pourtant évident : tous sont des intellectuels ou des semi-intellectuels, des « docteurs », des « licenciés » ou des étudiants professionnels.

Le jeu essentiel consiste à s'assurer une base électorale la plus large possible, de façon à obtenir, suivant les règles de la démocratie parlementaire, accès aux postes, fonctions et directions qui permettront de réarticuler la fraction la plus importante possible du budget d'Etat — source essentielle du revenu national — aux clientèles électorales. Au cours de la dernière législation, une sourde guerre fut menée entre alliés : *Action Democrática* et *Copei*, pour utiliser les moyens des deux ministères chargés des questions paysannes, de façon à s'attirer les bonnes grâces des populations rurales.

Les résultats de ce système ne sont que rarement à la mesure de promesses générales et des considérations de politique générale. Traité en client, le paysan finit par se comporter exclusivement en client, c'est-à-dire qu'il attend de Caracas du parti ou du député la subvention, l'aide ou le crédit, et qu'il juge inutile de prendre ses responsabilités

dans la tâche difficile de transformer une agriculture héritée de l'époque coloniale en agriculture moderne. Par ailleurs, la jeunesse rurale fuit la province et se jette sur les grandes villes où elle va gonfler les régiments de sans-travail.

Dans le domaine syndical, des phénomènes apparentés sont visibles. Bien que la CTV ait l'apparence d'une centrale ouvrière importante, sa vie intérieure est d'une pauvreté proche de l'indigence. Les luttes de tendances sont menées non par rapport aux problèmes de travail, de tactique ou d'organisation, mais comme prolongements et reflets des luttes entre fractions politiques. L'appareil se trouve contrôlé par les hommes d'*Action Democrática*, plus sensibles aux besoins de la Présidence et du gouvernement qu'aux nécessités des salariés. Le « carnet » du parti prend le pas sur le « carnet » syndical. Les autres formations partisans suivent la même formule. Les scissions — celles du pétrole, celle de la Fédération paysanne — trouvent leur origine dans les combats entre fractions, non dans les différences d'interprétation d'une politique syndicale ouvrière.

Les projets gouvernementaux, parfois généreux, souvent de bonne volonté, n'aboutissent que difficilement sur le terrain, après la longue course d'obstacles des bureaux et des factions, sans aucun soutien d'organisations de base qui, dès leur naissance, sont des succursales de partis bien plus que des associations d'intérêts naturels. Toutes les irritatives partent du sommet, sans que de la base surgisse une volonté, se manifeste un désir, s'exprime un espoir précis.

Ce mécanisme du pouvoir, décelable en d'autres pays d'Amérique latine, mais qui au Venezuela fonctionne en quelque sorte à l'état pur, explique en grande partie l'existence — et la nature sociale — de l'opposition dite d'extrême gauche : communistes, MIR (parti né d'une scission d'*Action Democrática* et progressivement rallié à la tactique terroriste), fédérations d'étudiants. Sans base ouvrière, sans appui paysan, l'extrême gauche possède ses seuls bastions à l'Université et dans les lycées. Elle représente à notre avis, la fraction la plus décidée de la classe intellectuelle consciente de sa possible fonction sociale dans un pays comme le Venezuela, où ni capitalisme libéral, ni classe ouvrière ne possèdent tradition ou volonté de pouvoir. Elle vise le contrôle de l'Etat et de ses ressources ; elle diffère des autres courants politiques — de même composition sociale — en ce qu'elle vise à l'utilisation de toutes les ressources nationales, main-d'œuvre incluse. D'où l'attraction, pour elle, de la tactique dite « fidéliste ».

A ceux qui seraient enclins à croire que nous schématisons, offrons cette citation du message adressé par les dirigeants des Centres Universitaires de Caracas à la Conférence de la Jeunesse organisée il y a quelques semaines à Santiago du Chili : « Devons-nous, nous les forces d'avant-garde, utiliser les subtilités des tactiques parlementaires, ou devons-nous diriger les masses et former les cadres révolutionnaires de la jeunesse ? ». Pour notre part, nous avons choisi le chemin de l'action révolutionnaire sous le drapeau glorieux du F.A.L.N. (c'est le sigle de l'organisation terroriste et de *merilla*.) pour atteindre notre but, comme le fit Fidel Castro avec des résultats historiques profonds pour nos peuples ».

\*\*

### ELECTIONS AU CHILI

Au Chili, le cirque électoral marche bien. Quoi qu'en disent les paniqueurs, je crois que le démocrate chrétien Frei l'emportera en septembre. Il est le seul, avec le P.C., à disposer d'un appareil qui marche, et qui marche mieux que celui du P.C., car ce dernier est ankylosé, préfère l'effet spectaculaire au travail fondamental. Les socialistes ne possèdent qu'une façade d'organisation, sont pleins de scissions en puissance (Cian Allende pro-communiste,

clan Ampuero pro-Tito, clan Almeyda pro-chinois, et j'en passe). La droite est en complète déconfiture. Les radicaux n'ont plus que l'espoir de sauver l'unité du parti. La victoire Frei n'est pas une solution en soi à tous les maux dont souffre le Chili. Elle peut être pourtant un démarrage, pour les indispensables réformes, sans entraîner le risque de l'aventure.

\*\*\*

## LES EVENEMENTS DU BRÉSIL

Peu de nouvelles directes du Brésil, si bien que j'hésite entre les exagérations propagandistes des vaincus et des vainqueurs. Goulard était un pur produit brésilien, en ce sens qu'il n'avait ni doctrine, ni programme, ni équipe solide, ni parti organisé. Pour se cramponner au pouvoir, il a jonglé avec tout ce qui lui tombait sous la main. Le P.C. brésilien l'a bluffé en grande partie en lui offrant le soutien de son appareil, lequel représente plus de bruit que de forces réelles. Cela n'excuse nullement la hâte avec laquelle les Nord-Américains ont félicité les militaires pour leur coup d'Etat. Et cela ne justifie pas les intérêts réactionnaires qui font de l'anticommunisme en pensant à leur compte en banque. Le drame du Brésil — mais c'est vrai pour la plupart des pays latino-américains — c'est qu'il n'existe pas l'infrastructure, ce réseau d'organisations et d'institutions de base, sans lequel aucune démocratie véritable ne peut fonctionner. L'avantage du Brésil, c'est son capital de ressources naturelles et sa bourgeoisie dynamique. Pourquoi aurions-nous à choisir entre le général président et Goulard ? Ce serait un choix de pure préférence sentimentale. Notre boulot serait de créer ces organisations ouvrières authentiques sans lesquelles les

travailleurs restent des enjeux, et jamais des participants. L'épisode brésilien montre aussi combien les histoires de guerillas et de combats de rues relèvent de la littérature. Il n'y a pas eu une seule tentative de résistance, nulle part, contre les militaires.

Quant à la grande saucisse, je doute qu'il obtienne en Amérique latine autre chose qu'un enthousiasme de 14 juillet. Il n'a rien à offrir de concret. Il ne peut pas parler au nom de l'Europe. Il devra expliquer pourquoi il favorise les Etats africains ex-français au détriment des Etats latino-américains, producteurs des mêmes matières premières. Le vieux Lübke a été plus modeste, et sans doute plus malin. Tant à Lima qu'à Santiago le président allemand a dit : nous vous aiderons dans la mesure de nos moyens, qui ne sont pas énormes ; n'oubliez pas que ce sont les Etats-Unis qui en fin de compte peuvent vous épauler, car leurs ressources sont sans commune mesure avec les nôtres...

L'antiyanisme est à la mode, pas seulement ici. Je n'éprouve aucune sympathie ni pour le C.I.A., ni pour les bourdes de la diplomatie de Washington, genre débarquement à Cuba, ni pour les monopoles des Etats-Unis, mais je ne suis pas fou au point de traiter les Etats-Unis comme une nation unie, monolithique, obéissant au doigt et à l'œil d'un président-banquier à gros cigare. C'est un pays plein de contradictions, de tensions, de changements. Un pays où il existe le droit de dire des vérités et de dire des conneries. Cela me paraît préférable à d'autres régimes, et il s'agit d'en profiter, non pas en pontifiant comme des généraux à la retraite, mais en travaillant à ce qui nous semble encore et toujours valable : un mouvement ouvrier indépendant, lucide et entreprenant.

L'ITINERANT (27 mai 64).

## La « Plan de lutte » de la C. G. T. argentine et ses objectifs politiques

Il est un fait notoire que le mouvement syndical ouvrier se développe et agit partout d'après des méthodes et orientations qui diffèrent beaucoup de celles qui lui donnent vie et expansion dans les « temps héroïques » ; c'est-à-dire lorsqu'il avait pour but de transformer ou réformer radicalement l'ordre social en vigueur.

Parmi les divers facteurs qui ont déterminé ce changement, on doit signaler en particulier : les succès mêmes obtenus par l'organisation syndicale qui en obtenant l'augmentation au niveau de vie des travailleurs, freine son action revendicative ; l'arrivée dans les syndicats de grandes masses sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à l'action directe ; et l'inévitable intervention de l'Etat dans les relations entre le capital et le travail, avec toutes les conséquences « modératrices » et de bureaucratisme qui en découlent.

Mais, en plus de tous ces facteurs, qui dans une certaine mesure sont la suite logique de son accroissement et développement quantitatif, il en existe d'autres qui doivent être considérés comme un vice et sans aucun rapport avec la raison essentielle du mouvement ouvrier. Par exemple, l'intervention des groupements politiques qui arrivent à prendre la direction des syndicats pour s'en servir en tant qu'instrument de leur convoitise du pouvoir. Et, pis encore, lorsque ces groupements sont d'essence et d'esprit totalitaire, rendant impossible la concurrence avec d'autres groupes politiques et idéologiques dans un organisme qui, comme le syndicat ouvrier, a pour objectif fondamental de lutter pour les droits sociaux et humains des travailleurs, sans la moindre discrimination idéologique, religieuse ou d'une autre sorte.

En ce qui concerne le mouvement ouvrier en Argentine, il est possible d'affirmer qu'il a été dénaturé de telle manière qu'il ne conserve presque aucun vestige de ce qui permettrait de l'identifier avec l'histoire de son glorieux passé de combat.

Cette situation, qui a eu plusieurs variantes, prend son départ en 1943-1944, c'est-à-dire, au moment où le péronisme arrive au pouvoir et

soumet le mouvement syndical à ses objectifs politiques totalitaires, transformant pour la première fois le mouvement ouvrier de ce pays en appendice du parti unique au pouvoir. A force de combiner la démagogie avec la répression, le péronisme est parvenu à créer en réalité un nouveau type d'organisation ouvrière verticale, soumise passivement aux ordres des chefs désignés par le « lider » et devenant peu à peu le véritable noyau de ce régime totalitaire. Preuve en est le fait que tous les efforts, peu habiles, qui ont été déployés pour « des-péroniser » le mouvement ouvrier ont été un échec, celui-ci étant malheureusement toujours le véritable fief politique de l'ex-dictateur qui, par l'intermédiaire de ses hommes donne des ordres et des directives qui deviennent ici des normes et des consignes avec lesquelles l'on prétend interpréter la volonté du prolétariat argentin.

La responsabilité incombe, en grande partie, aux classes dirigeantes qui souvent se sont refusées à accepter les justes revendications ouvrières, au nom de l'anti-péronisme, ce qui ne faisait que renforcer le mythe péroniste ; à la plupart des partis politiques, qui d'une manière ou d'une autre ont voulu conquérir les voix péronistes ; à l'action systématique de démagogie et de corruption que pendant l'administration Frondizi a renforcé la C.G.T. péroniste — lui donnant ouvertement la direction de syndicats plus ou moins démocratiques et indépendants — dans l'espoir de reconvertir cette centrale verticale en point d'appui d'un gouvernement démagogique et chancelant.

Tout cet ensemble de faits et de situations légèrement dessinés doit être considéré pour comprendre le véritable sens de l'agitation sociale menée depuis environ deux mois par les dirigeants de la C.G.T. et qui, en théorie, devait culminer, entre le 25 et le 31 mars, avec « l'occupation totale et simultanée » de tous les centres de production (agricoles, industriels ou commerciaux) du pays pendant une période de 24 heures. Les objectifs que les chefs de la C.G.T. prétendent poursuivre avec son « plan de lutte » n'ont rien de « révolu-

tionnaires » ni le moindre rapport avec une action précise et concrète de la classe ouvrière. Il s'agit de demander l'adoption de mesures légales, presque toutes préconisées par la majorité des partis politiques, même par celui au pouvoir, qui, dans la relative efficacité des institutions parlementaires, fait de son mieux pour en obtenir l'acceptation. Est-il possible de penser que cette sorte de revendication, aussi modeste et de portée si réduite, donne lieu à la préparation d'une « action subversive » ? La logique et le bon sens répondent non. Le climat artificiel créé autour de tout ceci semble indiquer que l'on peut effectivement entreprendre une action subversive dirigée par la C.G.T.. Mais il s'agit, d'après nous, d'une simple apparence, exploitée comme telle par les divers groupes démagogiques de la politique argentine.

Voyons les faits. Le 5 décembre 1963 « les corps dirigeants » de la C.G.T. remirent au Président de la République une demande en plusieurs points, réclamant que ceux-ci soient inclus dans l'ordre du jour du Congrès, afin d'obtenir « l'adoption de lois ou déclarations sur les problèmes fondamentaux suivants, qui doivent apporter à la population laborieuse du pays :

- a) Des mesures effectives et immédiates contre le chômage ;
- b) Une loi sur le salaire minimum ;
- c) Fixation des prix maximum et contrôle du prix de revient ;
- d) Dérogation de toute la législation répressive ;
- e) Solutions permanentes pour les retraités et pensionnés ;
- f) Investigation du cas Vallese (1) ;
- g) Amnistie généreuse et effective.

Le jour suivant cette demande fut remise à la Chambre des Députés, organisant pour ce faire un arrêt de travail et la concentration de quelques milliers de travailleurs autour du palais législatif. Les « corps dirigeants » de la C.G.T. fixèrent le 15 janvier comme délai maximum pour l'obtention des mesures sollicitées. Si le gouvernement ne répondit pas officiellement à cette pétition, elle fut reçue avec bienveillance pour presque tous les secteurs de la Chambre, puisque, comme nous avons pu le voir, il ne s'agit en somme que de questions d'ordre général qui sont du ressort permanent de l'activité législative. Ainsi, le point c) relatif au prix maximum fut compris dans une loi de Ravitaillement votée vers la mi-février, mais sur l'efficacité de laquelle il ne faut pas se faire des illusions ; après tout, bien entendu, les dirigeants de la C.G.T. ne demandaient que le vote d'une loi de cette sorte. Un autre des points dont nous venons de parler est en étude afin d'être réalisé par des instruments légaux.

Même en tenant compte de cette situation, le secteur péroniste qui domine la C.G.T. continua sa campagne comme s'il était en train de préparer une révolution... Curieuse révolution qui semble compter avec la bienveillance presque totale des partis politiques qui représentent la classe moyenne, comme les démocrates chrétiens et les « ucristes » (2), sans oublier l'appui des groupes d'origine marxiste, lesquels, il faut bien le dire ne participent pas directement au développement de la campagne.

Au cours de la réunion que le Comité Central Confédéral de la C.G.T. a tenu les 15, 16 et 17 janvier, la décision a été prise, sans considérer la timide opposition des délégués « indépendants », de continuer l'application du plan de lutte, qui en définitive consiste en une active campagne de propagande, la déclaration de « l'état de résistance des travailleurs argentins », pour en arriver, entre le 1<sup>er</sup> et le 25 mars à « l'occupation partielle, par zones et par groupes, dans les conditions qui seront indiquées par « le Comité Directif », et simultanément dans l'ensemble du pays pour une période de 24 heures ».

(1) Felipe Vallese, ouvrier métallurgiste séquestré par une commission de police et que l'on suppose assassiné. Pour éclaircir cette affaire plusieurs policiers ont été arrêtés.

(2) U.C.R.I. : Union Civique Radicale Intransigeante, parti qui a été dirigé par l'ex-président Arturo Frondizi, et qui est aujourd'hui divisé en deux fractions de même importance.

Par ailleurs, dans les nombreux articles où l'on donne des détails sur les étapes du « plan de lutte », rien n'est dit au sujet de ce qui devra se passer après les 24 heures « d'occupation totale dans l'ensemble du pays ».

De tout cela il ressort clairement, d'après nous, le caractère artificiel et seulement politique de la campagne. Et c'est ici où il faut insister sur ce que nous avons dit au début : la dépendance du mouvement ouvrier représenté par la C.G.T. par rapport à la hiérarchie du péronisme. Ce n'est d'aucun secret que ces derniers font de fréquents voyages à Madrid, où ils reçoivent ordres et instructions. Après l'échec de l'abstention dans les élections du 7 juillet et de certaines activités pro-craïstes qui se sont manifestées, s'est imposée dans ce secteur totalitaire de la ligue dite des « 62 organisations » qui fait de son mieux en vue d'obtenir la pleine légalité et sa future accession au pouvoir. La campagne de la C.G.T. et son « plan de lutte » ne sont que des éléments de pression pour en arriver à cet objectif. Dans le fond, il s'agit d'un système de chantage destiné à intimider le gouvernement et certains secteurs de l'opinion publique, pour que, au nom de la pacification nationale, on accorde au péronisme ce qu'il va exiger au cours de chaque étape. Les chefs péronistes de la C.G.T. savent très bien, comme doivent le savoir tous ceux qui connaissent moyennement les réalités sociales argentines, que son fameux « plan » est irréalisable, tout simplement parce que la grande majorité des travailleurs ne sont pas disposés à accomplir cette sorte d'opération militaire qu'est l'occupation pour 24 heures de tous les centres de production du pays. Et même si la chose était possible, cela ne servirait qu'à augmenter le chaos économique dont nous souffrons. C'est ça, et non la solution positive des problèmes sociaux, qu'ils recherchent, afin de s'en servir comme capital politique et comme matériel explosif pour d'éventuelles actions postérieures.

L'hégémonie politique dans le mouvement ouvrier, est la cause de cette situation lamentable. La récupération de ce mouvement et son orientation dans un sens authentique de lutte constructive, ne peut se faire qu'avec la reconquête de son indépendance et la rupture des liens avec toutes les consignes démagogiques, d'où qu'elles viennent. En attendant, l'organisation syndicale sera toujours et encore l'instrument des pires aventuriers.

Jacobo PRINCE.

## L'impôt progressif sur les revenus, arme révolutionnaire

La revue « Entreprise » du 6 juin dernier reproduit, d'après la revue américaine « U.S. News and World Report », quelques statistiques sur les principaux traitements aux Etats-Unis et la part que l'impôt perçoit sur ces traitements.

De ces statistiques, il ressort qu'en 1963 aux Etats-Unis 44 personnes occupant des fonctions directoriales dans l'industrie et le commerce ont gagné 80.401.115 francs actuels. Celui qui a gagné le plus, c'est le président de la General Motors avec le traitement rondet de 3.704.500 francs. Celui qui a gagné le moins, c'est le chairman de la Ford Motors avec 1.253.915 francs.

Sur ces traitements, le fisc américain a effectué un sérieux prélèvement. En effet sur les 80.401.115 francs perçus par les 44 grands directeurs, 54.783.497 francs sont allés chez le percepteur et seulement 25.617.618 francs sont restés dans les poches de ces messieurs. Ainsi l'impôt sur le revenu a absorbé plus de 60 % des traitements les plus élevés, réduisant ainsi un peu leur énormité. C'est ainsi que le président de la General Motors a vu son traitement ramené de 3.704.500 francs à 927.775 francs, et celui de la Ford Motors a vu le sien descendre de 1.253.915 à 471.670 francs.

L'impôt sur le revenu avec sa progressivité est donc un bon moyen pour réduire les revenus scandaleusement élevés. Mais comme on peut le constater en regardant même le traitement le plus bas qui reste dans les poches du président de la Ford Motor (471.670 francs), cet impôt n'est pas encore assez progressif, car un traitement de cette grandeur demeure un scandale.

# HOMMAGES A ALFRED ROSMER

Divers journaux ont publié des articles sur Rosmer dans les jours qui ont suivi sa mort. Nous nous proposons de citer ici tous ceux dont nous avons eu connaissance.

Le 7 mai, *Le Figaro* lui consacre quelques lignes, mais *Le Monde* est le seul des grands quotidiens à publier, le 8 mai, un assez long texte de l'historien Pierre Vidal-Naquet. Quoique le début de l'article ait été écourté, il retrace avec exactitude et sympathie la vie politique de Rosmer et souligne l'intérêt des ouvrages de celui qui, « sans jamais cesser de se considérer comme un militant », était devenu « le témoin et l'historien d'un grand passé ». Il conclut par ce juste portrait : Grand, mince, le visage émacié, très aristocrate d'allure, sachant, disait Lénine, se taire en cinq ou six langues, Alfred Rosmer fut un homme d'une probité intellectuelle et morale absolue ».

Parmi les hebdomadaires, notons dans *France-Observateur* du 14 mai un article de Marguerite Bonnet et Colette Chambelland, qui illustre les moments capitaux de la vie politique de Rosmer par quelques citations des lettres (inédites) qu'il écrivit à Monatte entre 1915 et 1924, insiste sur l'importance de son rôle dans la résistance à la guerre et donne des précisions sur la façon dont se fit la rupture avec le P.C. Marguerite Bonnet et Colette Chambelland nous ont signalé que leur texte a subi de malencontreuses modifications. S'il est compréhensible que les nécessités de la mise en page aient exigé la coupure d'une citation tirée de *Moscou sous Lénine* — citation importante, car nul ne pouvait mieux que Rosmer lui-même rappeler quelles furent ses responsabilités au sein de l'Internationale Communiste et du P.C.F. — on ne s'explique pas pourquoi, à l'insu de leurs auteurs, de multiples changements de détail ont été imposés à ces pages, dont ils dénaturent souvent le ton.

Dans *Tribune Socialiste* du 16 mai, Robert Bresler insiste sur l'importance de la figure de Rosmer et souhaite « qu'un historien publie la biographie complète et détaillée du défunt, biographie inséparable de plus d'un demi-siècle d'histoire du socialisme ». La fidélité à ses idées, à ses amis, semble à Bresler la marque même de Rosmer.

Les publications mensuelles de divers groupes politiques font une large place au vieux militant disparu. Pierre Frank, dans *l'Internationale* de mai, évoque toute la carrière de Rosmer et en particulier ses rapports avec Trotsky, sa rupture avec le mouvement trotskyste qu'il explique par le fait que Rosmer n'était pas un homme de parti (nous pensons, quant à nous, que d'autres raisons, tenant au caractère des groupes trotskystes, ont joué). Il écrit ensuite : « Rosmer mena son travail indépendamment de nous, mais au fond dans le même sens, et ses rapports avec nous furent des plus amicaux. La Quatrième Internationale n'oubliera jamais qu'elle tint son Congrès de fondation, en septembre 1938, chez Rosmer, dans sa « grange », à Périgny, aux environs de Paris. »

Dans le numéro 3 de *L'Action*, Michel Lequenne rend à Rosmer un hommage chaleureux : « Attentif à tous les événements du monde ouvrier, désireux d'une unité qu'il concevait également éloignée des particularismes sectaires comme des compromissions politiciennes, il suivait nos efforts avec amitié et sympathie. Nous désirions sa collaboration et son patronage ; ses scrupules de militant lui interdisaient de ne nous accorder qu'une caution, et il nous écrivait : « Il m'est impossible d'accepter ta proposition renouvelée avec une si aimable insistance qui ne me laisse pas insensible, sois-en sûr, mais je ne pourrais être parmi vous qu'un partenaire honoraire, rôle qui n'est pas du tout dans mes goûts »... Le monde du travail d'aujourd'hui méconnaît Rosmer, mais l'histoire a sa justice. Nous ne faisons qu'anticiper son verdict en saluant en Alfred Rosmer une grande figure de notre mouvement ouvrier, qui n'a pas courbé l'échine aux heures sombres de la défaite et de la réaction stalinienne, qui n'a pas cédé à la démo-

ralisation, et dont toute la vie montre la voie de la rigueur morale et intellectuelle. »

Le numéro de juin de *Liberté*, dans un long article non signé, donne des précisions intéressantes sur le rôle de Monatte et de Rosmer auprès de Merrheim : « ... Le tandem Monatte-Rosmer... allait porter à bout de bras le pauvre Merrheim, lequel malgré un beau départ devait vaciller rapidement ! Merrheim, en dépit de la légende flatteuse que lui ont d'ailleurs tissée, pour une bonne part, Monatte et Rosmer, n'aura jamais été qu'un homme-reflet, comme dit Nietzsche. Tout au long de sa carrière, il fut, en effet, « soufflé », dans le sens où le mot est accepté au théâtre, par des éminences grises diverses. Parmi celles de bon aloi, et valant surtout pour les commencements, citons Delaisi et Rosmer... L'influence de Rosmer, elle, s'exercera pendant la période qu'on doit tenir pour la plus glorieuse de la vie de Merrheim : la période zimmerwaldienne. Zimmerwald restera d'ailleurs comme le plus haut sommet d'une génération, bientôt totalement éteinte ».

Des extraits du *Journal* de Romain Rolland, à la date de 1916, confirment ce point de vue. Le rédacteur de l'article rappelle aussi le rôle de « courrier secret », au service de la lutte contre la guerre puis de la révolution russe, qu'assuma Marguerite Thévenet. Si la fin du texte évoque à juste titre l'amitié filiale de Chambelland pour Monatte et Rosmer, elle renferme une erreur que nous voulons rectifier ; on y lit en effet : « Quelques amitiés, nouées aux temps difficiles mais que la fuite des jours raréfiaient de plus en plus, meublèrent encore sa solitude ». Rosmer ne fut jamais solitaire, même après la mort de Marguerite. Ils eurent, l'un et l'autre, le grand privilège de garder les amitiés anciennes et d'en acquérir sans cesse de nouvelles, aussi sûres ; nous n'en voulons pour preuve que celle qui les unissait à un très jeune couple qui, ces dernières années, partagea souvent leur vie.

*La Voie Communiste* de mai titre : *Alfred Rosmer, un militant communiste* ; son article, bien documenté, s'achève par ces lignes : « ... Rosmer demeurait un combattant. Ainsi, en 1960, fut-il un des signataires du manifeste des 121, donnant à bien des militants plus jeunes un exemple de courage, relativement rare à l'époque. C'est à cette période que nous avons fait la connaissance de Rosmer et de Marguerite Thévenet, sa femme. *La Voie Communiste* a publié alors plusieurs de ses articles. Et nous avons reçu de ce couple de militants que les petits esprits se plaisaient à décrire comme sectaires et ombrageux, l'accueil le plus fraternel, l'intérêt le plus vivant pour la lutte contre l'opportunisme. Avec Rosmer disparaît une certaine tradition du mouvement communiste. Mais quelque chose reste vivant, c'est un dévouement sans limites au communisme et à la classe ouvrière, c'est une croyance raisonnée dans la capacité des travailleurs à prendre eux-mêmes leur sort en main. Rosmer était communiste mais de ces communistes pour lesquels le parti n'a de raison d'être que s'il aide à la prise de conscience et à l'expression propre des larges masses. C'est là le communisme de l'avenir. »

Signalons encore une note dans le *Bulletin des Correcteurs* de juin, qui rappelle que Rosmer était membre du Syndicat des Correcteurs depuis 1926 et cite assez longuement à son propos Albert Camus, pour conclure : « Militant, responsable (Internationale Communiste - Internationale Syndicale Rouge), historien (« Le mouvement ouvrier pendant la guerre »), sa vie est une, son œuvre sans détours ni concessions. »

Dans la presse étrangère, nous ne connaissons pour le moment que deux hommages, parus tous deux à Bruxelles, l'un dans *La Gauche* du 16 mai, l'autre dans *Le Peuple* du 12 mai. On lit dans ce dernier article, signé V.L. (Victor Larock, un des leaders du P.S.B.) : « L'homme qui, à travers les hauts et les bas d'une longue vie, reste farouchement fidèle à la classe ouvrière où il est né, se refuse à toute compromission et préfère en tout



la droiture à l'adresse, celui-là mérite que tout socialiste le salue. Non qu'il soit sans reproche, mais que vaut-il mieux : de transiger par opportunisme ou de se tromper par sincérité et en tout désintéressement ? »

Larock dresse ensuite un portrait contrasté de Rosmer et du dirigeant des syndicats allemands Th. Leipart, « prototype allemand d'un syndicalisme essentiellement bureaucratique et collaborateur » ; il les rencontra l'un et l'autre à Paris, à quelques jours d'intervalle, dans les années 30. Le personnage de Rosmer prend dans cette opposition toute sa valeur : « Entre Proudhon et Marx, il n'avait jamais dû très bien fixer son choix, mais la classe ouvrière... était pour lui et en lui une réalité vivante. Il parlait son langage et c'est elle qui inspirait sa réserve un peu hautaine dans la discussion, sa tranquille intransigeance et sa fierté. Il jugeait sans colère, mais non sans mépris, les marionnettes et les simagrées d'un certain monde politique, la course aux premiers rôles, aux prébendes et aux distinctions. Ah ! il ne fallait pas compter sur lui pour s'en laisser imposer par les flatteries et les agréments dont la bourgeoisie est toujours prête à payer ceux qui plient devant elle. Il partageait équitablement ses sarcasmes entre un Millerand, annonçant la « démocratie autoritaire », et un Staline, tirant l'autarcie de la révolution. A l'un de ces ci-devant compagnons, qui avait pris un poste trop bien rémunéré dans un office gouvernemental, et qui disait : « Il faut bien vivre... », Rosmer répondait : « Je n'en vois pas la nécessité ! »

Le Bulletin Intérieur de la S.F.I.O. a repris ce texte avec quelques coupures.

Parmi les revues, signalons dans *Le Contrat Social* un article de Boris Souvarine, une note dans *Les Lettres Nouvelles*. Le prochain numéro de *Tempo Presente* (Rome) publiera un chapitre du second volume du *Mouvement ouvrier pendant la guerre*, présenté par Ignazio Silone et accompagné d'un texte de Mika Etchebehere sur Rosmer.

Si, on le voit, des divergences d'appréciation se font jour suivant l'horizon de chacun sur tel ou tel aspect du rôle ou de la pensée de Rosmer, l'unanimité se réalise spontanément et complètement dans l'appréciation de son caractère et l'hommage rendu en sa personne à une des plus hautes figures du mouvement ouvrier.

C'est le même son que rendent les lettres reçues par les uns ou les autres de ses amis. Sa perte est ressentie de la même façon à Paris, à Rome, à New York, à Mexico, on le verra par les quelques extraits que nous allons donner. Beaucoup de ceux qui ont écrit ou télégraphié regrettent de n'avoir pu se trouver avec nous le 11 mai au Père-Lachaise, mais leurs lettres nous disent qu'ils y étaient par la pensée, que leur émotion, leur peine s'unissent aux nôtres. Nous avons reçu des télégrammes de Thévenon (Saint-Etienne), Maurice Bastin et Ain Diab (Casablanca), Edith Bastin (Mézidon), de nombreuses lettres : Daniel Guérin (La Ciotat), Mme Teissier (Golfe-Juan), L. et G. Goujon (Golfe-Juan), Mme Djoukitch (Saint-Cyr-sur-Mer), Suzanne et Jean Aulas (La Napoule), A. Roumanet (Paris), Josette et Jean Cornec (Daoulas), Marcel David (Paris), Jacques Carat (maire de Caen), J. Vidalec (Faculté de Caen), le professeur Ernêst Labrousse (Sorbonne), Maurice Dommanget, Louise Grenier (Paris), M. et Mme Thaelmann (Nice), Marius Liège, de Journet (Vienne), E. Mornich, de Niort, L. Marzet.

Des témoignages de sympathie qui nous sont parvenus par la suite, nous extrayons ces quelques lignes :

De *Pierre Naville* : « ...J'étais absent de Paris lors de la mort de Rosmer... Avec lui disparaît presque le dernier des « aînés » dont j'ai été l'ami et auquel je dois beaucoup, ce qui me rend mélancolique... »

De *François Fejto* : « Je vous prie de croire que j'ai eu pour ce vétéran du mouvement, ce révolutionnaire pur et désintéressé, une estime et une admiration profonde. »

De *France Debouret-Serret* (institutrice retraitée, Ardèche) : « Avec lui disparaît un témoin et un bâtisseur d'un passé glorieux, qui nous est cher, et pour nous un camarade dont nous étions fiers... »

De *Jean Mathé* (Quimper) : « Je veux vous dire

que je m'associe intimement à votre tristesse comme à celle de tous ceux qui ont connu notre ami et lui gardent une infinie reconnaissance pour son action en faveur de la classe ouvrière. »

De *G. Aucouturier et de sa femme* : « ... Nous avons appris la mort de Rosmer. Nous en avons eu une grande peine. Notre amitié pour lui et Marguerite... était ancienne et profonde. Voici 45 ans passés que j'ai eu l'honneur de travailler avec lui lorsqu'il était avec Monatte et Chambelland à *L'Humanité*. »

De *Pierre Broué (Montereau)* : « Je serai des vôtres par la pensée et parlerai à mes grands élèves de celui qui vient de mourir en laissant un grand vide. Ce sera ma façon de lui rester fidèle, aujourd'hui et à l'avenir. »

*Pierre Aubery* nous écrit : « Je souscris à tout ce que vous dites, d'autant plus qu'ayant rencontré en Amérique plusieurs amis de Rosmer, je me suis rendu compte qu'il avait fait sur eux une impression aussi profonde et aussi durable que celle qu'il avait faite sur nous, même sur ceux qui devaient devenir des adversaires comme Sidney Hook, le philosophe de New-York University. »

Divers amis de l'étranger ont exprimé leur chagrin et leur sympathie : Laurette Orfila, ex-compagne de Victor Serge (Mexico), Elinor Hays, H. et M. Blume, J. van Heijenoort (New-York). Et d'autres témoignages sont sûrement parvenus, que nous ignorons. Citons celui de Miriam et Nicola Chiaromonte (Rome) qui nous transmettent la sympathie de Silone : « Avec la disparition de Marguerite et d'Alfred, le monde me semble diminué, moins bon », écrit *Miriam Chiaromonte*.

De *Gustav et Else Fischer (Angleterre)* : « Ma femme et moi, nous pouvons à peine croire que cette claire et ardente flamme que fut Alfred s'est éteinte. Lui et Marguerite étaient et resteront avec nous. J'ai le sentiment que bien du travail restera inachevé derrière nous maintenant qu'Alfred nous a quittés. Merci de nous avoir appris la triste nouvelle ; il y a quelque réconfort à savoir que nombreux sont les amis qui ressentent cette grande perte. »

De *G.C. Porrone (Turin)* : « Alfred Rosmer fut une noble et grande figure d'homme dans le sens le plus complet du mot. Il est rare de connaître une individualité aussi cristalline, aussi parfaite sous tous ses aspects, aussi pleine de chaleur... Par sa mort, je ferme la dernière page d'un très beau livre..., le livre d'une époque, d'un cycle d'expérience à cheval sur deux siècles. »

De *Sara Weber (New-York)* : « La triste nouvelle m'est arrivée par les journaux du matin en lettres de glace... en dépit de tout, si inattendue, si définitive... Notre monde est devenu un monde plus triste, plus désolé. Alfred, lui aussi, s'en est allé ! Jusqu'à la fin, sans avoir ployé, jusqu'à la fin, continuant courageusement, jusqu'à la fin, lumineux. Oui, il y avait quelque chose de lumineux sur Marguerite et Alfred, nos chers, chers disparus. »

De *Sieva, petit-fils de Trotsky (Mexico)* : « J'apprends avec une peine profonde par ta dernière lettre la mort de Rosmer. C'est une perte irréparable. Il est tragique de voir disparaître la Vieille Garde. Il est injuste, absurde, qu'un être humain, plein d'expérience, de souvenirs vécus, d'images authentiques d'une des périodes les plus importantes et les plus bouleversées de l'histoire disparaisse, emportant avec lui une grande part de tout ce qu'il a vu durant son existence précieuse, irremplaçable. Sur le plan humain, Rosmer représentait pour tous un symbole d'intégrité et de fermeté dans les principes idéologiques. Une vie droite et sereine, une belle vie. »

Parmi les camarades présents à l'incinération d'Alfred Rosmer, nous avons omis de signaler notamment : Aimé Jacq, secrétaire de la section de la Seine du Syndicat national des Instituteurs ; Pierre Hespel ; J. Volovitch ; Liénert, Maurice Gardot, Pierre de Massot.

Nous nous excusons auprès d'eux comme auprès de ceux dont nous ne citons pas encore les noms. En outre, nous rectifions une erreur typographique qui a défiguré le prénom de notre ami Yves Déchezelles.

## A travers les

# LIVRES

## HISTOIRE DE LA GUERRE 1939-1945

par Bernard Iselin

Notre ami *Jordi Arquer*, dont les états de service sont connus (aussi bien dans la guerre d'Espagne qu' dans la lutte anti-stalinienne et dans la résistance anti-nazi), a écrit au *Cercle Européen du Livre*, éditeur de l'ouvrage, pour lui en signaler les lacunes.

Cette « *Histoire de la guerre en 1000 images* » révèle en effet des oublis surprenants, principalement sur la guerre civile espagnole, banc d'essai des agresseurs ; sur le rôle de l'Espagne franquiste pendant l'occupation hitlérienne de la France, sur la participation active des républicains espagnols à la Résistance. « 1000 images » n'ont pas suffi. Voici quelques passages significatifs de la lettre du camarade Arquer :

*Voici des images que je n'ai pas trouvées dans votre ouvrage :*

*Aucune sur la guerre civile d'Espagne et même pas la plus petite référence à cette lutte que nombre d'historiens considèrent comme le prélude de la deuxième guerre mondiale ou bien comme une guerre civile internationale dans laquelle nombre d'Etats ont fait l'essai de leurs armes et matériels et aussi des nouvelles méthodes de la guerre totale, etc.*

*Une fois la guerre commencée, vous ne dites rien ni ne publiez aucune image des compagnies de marche auxquelles s'enrôlèrent des milliers de volontaires des peuples ibériques, ni de ceux que s'engagèrent dans la Légion étrangère, ni de ceux qui participèrent aux travaux de fortification ou des travaux civils pour remplacer les Français mobilisés.*

*Vous ne signalez pas non plus ni par le texte, ni par l'image, que le premier jugement qu'il y ait eu en France pour faits de Résistance, fut contre des militants révolutionnaires du P.O.U.M. (Parti ouvrier d'unification marxiste), condamnés à de lourdes peines de prison.*

*Il n'est pas vrai, comme vous l'affirmez dans la note 36 (page 20) que la péninsule ibérique se soit proclamée neutre. L'Espagne franquiste s'est proclamée « non-belligérante » mais les sympathies et l'aide de l'Etat totalitaire franquiste allaient à l'Allemagne d'Hitler et à l'Italie fasciste. Les déclarations dans ce sens de Franco et des hauts dignitaires du régime abondent.*

*... Lorsque vous écrivez (notes 132-133-134, page 48) que c'est l'ambassadeur d'Espagne en France qui sur la demande du gouvernement Pétain, saisit le gouvernement allemand de la demande des conditions d'armistice, vous omettez le nom de cet ambassadeur, M. José Félix de Lequerica, célèbre aussi pour avoir protégé les policiers franquistes opérant en France de concert avec la Gestapo et avec la complicité de la police de Vichy et qui livrèrent à Franco, le président de la Généralité de la Catalogne, Lluís Companys, les ex-ministres Julian Zugazogitia (socialiste) et Joan Peiro (anarchosindicaliste catalan), le journaliste Cruz-Salido et d'autres personnalités jouissant en France du droit d'asile en tant que réfugiés politiques. Les quatre furent fusillés par le régime franquiste et le gouvernement Pétain permit sans protester cette honte abominable... et les gouvernements qui se sont succédé en France après la libération n'ont rien fait pour établir les responsabilités des autorités françaises impliquées dans cette affaire.*

*... Dans toutes les images et commentaires que vous dédiez à la libération de Paris, vous oubliez une chose qui est du domaine public : parmi les forces de la 2<sup>e</sup> Division blindée du général Leclerc qui entraient à Paris le 24 août 1944, il y avait beaucoup de volontaires espagnols qui avaient déjà fait la guerre au Tchad pour la libération de*

*l'Afrique. Parmi ces Espagnols plusieurs parmi eux étaient des tankistes et leurs tanks portaient les noms des batailles de la guerre civile d'Espagne : Madrid, Guadalajara, Brunete, Belchite, etc., et même un nom de femme, Juanita.*

*... Dans les textes qui accompagnent les images sur les horreurs des camps de concentration nazis, pas un mot sur les milliers d'Espagnols qui y ont souffert (parmi eux le leader socialiste espagnol, ancien chef du gouvernement républicain, Francisco Largo Caballero) et les dix mille qui y sont morts !*

*Je déplore vivement que les omissions que je viens d'énumérer n'aient pas été considérées par vous comme des faits saillants, dignes de figurer dans votre livre. Je le regrette pour vous.*

## Baptiste Marcet est mort

Un bon militant de la Loire vient de mourir à 80 ans après une longue vie consacrée à la défense de ses camarades.

Marcet, militant syndicaliste, défendit d'abord l'idéal syndicaliste révolutionnaire à la fin et au lendemain de la guerre de 1914-1918. Il lui est resté fidèle, même lorsqu'il s'est consacré uniquement à la fédération des mutilés du travail. Il fut un des premiers abonnés de la R.P.

Né à Allègre en 1884, Marcet, orphelin à 8 ans avait dû quitter l'école pour aller garder les moutons, passant son existence avec le troupeau, avec, pour toute nourriture, un quignon de pain et un bout de fromage du pays. Un oncle l'initia au travail de maréchal-ferrant.

A 18 ans, il connaissait parfaitement le métier et s'occupait d'organiser ses camarades au sein du syndicat qu'il animait. Il milite alors à la Bourse du Travail dont il préside la réunion du Conseil d'Administration le 19 octobre 1919. C'est lui qui fera le compte rendu des réunions.

Après les grèves de 1918, il fit partie du Comité d'action en faveur des emprisonnés avec Torcieux, Lorduron...

Il entre bientôt à la C.E. de l'U.D. de la Loire, en remplacement de Bonfond du Livre (20-6-20).

Il est élu ensuite secrétaire adjoint de la Bourse du Travail de Saint-Etienne et il remplacera Torcieux le 3 décembre, jusqu'à l'élection de son remplaçant Arnaud, des Métaux, le 24 avril 1921. Le 11 mars 1921, il est détaché au dispensaire syndical avec le titre de « secrétaire détaché au dispensaire ».

Il devient secrétaire de la section de la Loire des Mutilés du Travail le 9 février.

Le nouveau groupement se développera rapidement en liaison avec les groupes de Marseille (créé en 1918), de Lyon, du Loiret et, le 23 novembre 1920, la Fédération Nationale de Défense des Intérêts des Mutilés du Travail était créée. Son premier congrès national eut lieu à Saint-Etienne avec une quinzaine de délégués représentant environ 2500 adhérents. Elle fixa son siège à la Bourse du Travail de Saint-Etienne en 1925.

Marcet était un animateur remarquable. Secrétaire fédéral depuis 1925, il a pu porter avec une équipe dévouée de militants, les effectifs à 30.000 en 1927, et 300.000 en 1956, ayant eu le plaisir d'installer ses bureaux dans un magnifique immeuble qu'il a fait construire avenue Emile-Loubet à Saint-Etienne, le 27 juin 1954.

Certes, la Fédération des Mutilés du Travail n'est pas l'œuvre d'un seul homme. Dans chaque département une équipe dynamique anime une section qui groupe la majorité des victimes du travail et, à la Fédération, nous avons toujours trouvé des militants expérimentés et dévoués, mais il n'en est pas moins vrai que le développement de certains groupements se trouve lié à l'activité d'un animateur qui assure la cohésion du travail, l'unité de vues grâce à des qualités personnelles et à une intelligence du milieu et du monde où il vit. C'est le cas de la Fédération des Mutilés du Travail à laquelle le nom de Marcet restera lié.

# LES FAITS DU MOIS

**VENDREDI 1<sup>er</sup> MAI.** — Manifestations violemment réprimées à Lisbonne (Portugal), à Bilbao (Espagne). Manifestation populaire à Berlin-Ouest, défilé militaire à Berlin-Est. A Prague, manifestations d'étudiants.

Congrès du Syndicat National de l'Enseignement supérieur ouvert à Normale Supérieure.

**SAMEDI 2.** — Fidel Castro annonce son interdiction du survol de Cuba par des avions américains, le gouvernement de Washington affirme que les vols continueront.

A Boulogne-sur-Mer, congrès de la Fédération de parents d'élèves de l'enseignement public.

**LUNDI 4.** — Réunion à Genève de la conférence sur l'abaissement des droits de douane, avec les représentants de plus de soixante pays.

Incidents raciaux en Guyane britannique.

**MARDI 5.** — L'U.R.S.S. demande aux gouvernements d'Asie et d'Afrique le droit de participer à une nouvelle conférence comme celle de Bandung, malgré l'opposition de la Chine communiste.

Colloque à Royaumont sur la réforme de l'entreprise, organisé par l'Institut des Etudes coopératives.

Grève de 24 heures des chemins de fer italiens.

A Evian, congrès de la Mutualité agricole.

**MERCREDI 6.** — En Afrique du Sud, combats entre maquisards et forces britanniques.

**JEUDI 7.** — M. Khrouchtchev se rend en République arabe unie.

Congrès des Maires de France qui, par 4838 voix contre 4339, refuse l'admission des communistes dans le Comité Directeur de l'Association.

Au Touquet, congrès national du M.E.P.

**SAMEDI 9.** — Violente agitation en République dominicaine.

**DIMANCHE 10.** — Elections générales dans la République de Panama.

**LUNDI 11.** — Le gouvernement de Tunis décide de récupérer toutes les terres appartenant à des étrangers.

Au Calre, M. Khrouchtchev dénonce le projet israélien de détournement des eaux du Jourdain.

40.000 travailleurs en grève dans les Asturies (Espagne).

Constitution à Tourcoing d'une Fédération unique C.F.T.C. du textile, de l'habillement et du cuir.

A Bordeaux, 24<sup>e</sup> congrès de la Mutualité qui manifeste son hostilité aux projets ministériels.

**MARDI 12.** — La France suspend le versement de l'aide financière à la Tunisie.

A Dunkerque, occupation par les ouvriers des Ateliers et chantiers navals : France-Gironde, dont la Direction avait décidé la fermeture.

Grève de 4 jours des ambulants des Postes.

**MERCREDI 13.** — Inauguration en Egypte du barrage d'Assouan par MM. Khrouchtchev et Nasser.

Arrivée à Tokyo (Japon) d'une mission soviétique menée par M. Mikoyan.

Au Conseil de l'O.T.A.N., Spaak, ministre des Affaires étrangères belge prononce un réquisitoire contre la politique gaulliste.

Le gouvernement français annule l'aide à la Tunisie.

L'Union des Etudiants communistes, en rébellion contre le Parti, diffuse son organe « Clarté ».

**JEUDI 14.** — Ouverture à la Mutualité du congrès du Parti communiste, par un exposé de 5 heures de Waldeck Rochet.

Attaque par un groupe antifidélisme du port cubain de Pilon.

**SAMEDI 16.** — L'U.R.S.S. proteste auprès de l'O.N.U. contre les vols américains à Cuba.

**DIMANCHE 17.** — Thorez est nommé président du Parti communiste, Waldeck Rochet : secrétaire général.

**LUNDI 18.** — A Marseille, congrès des Parents d'élèves des écoles publiques.

**MARDI 19.** — A Washington, négociations américano-roumaines.

Succès de la C.F.T.C. aux Aciéries et Tréfileries de Neuves-Maison (Meurthe-et-Moselle).

**MERCREDI 20.** — La France propose une conférence internationale sur le Laos.

On découvre plus de 40 microphones dans les murs de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou.

**VENDREDI 22.** — Au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. le représentant des Etats-Unis, M. Stevenson, expose la conception américaine sur la crise du Sud-Est asiatique.

L'Assemblée Nationale adopte par 254 voix contre 21, la loi électorale municipale.

**SAMEDI 23.** — Mme Marcel Dassault, femme du constructeur d'avions, député U.N.R., enlevée par un gang.

A Bonn, rencontre de Guy Mollet avec les dirigeants du parti social-démocrate.

A Grenoble, congrès du Syndicat National des Journalistes.

**MERCREDI 27.** — Mort de Jawaharlal Nehru, premier ministre de l'Inde.

**JEUDI 28.** — Visite à Madrid du ministre français des Affaires étrangères.

Au Katanga (Congo belge) des rebelles investissent Albertville et Baudouville.

**VENDREDI 29.** — A Honolulu (U.S.A.) conférence sur la politique au Sud-Est asiatique.

En Algérie, préparation militaire contre les rebelles kabyles.

A Jérusalem (secteur arabe), premier congrès national palestinien.

L'Assemblée Nationale, par 276 voix contre 181, adopte le statut de l'Office de la radio-télévision française.

**SAMEDI 30.** — A New-Delhi, réunion du Comité directeur du parti du Congrès pour désigner le remplacement de Nehru.

## D'où vient l'argent ?

### MOIS DE MAI 1964

RECETTES		
Abonnements ordinaires .....	678,06	
Abonnements de soutien .....	190,—	868,06
Souscription .....		22,—
Vente au numéro .....		7,50
Vente des brochures .....		111,90
Total des recettes .....		1.009,46
En caisse à fin avril .....		614,25
		<u>1.623,71</u>
DEPENSES		
Frais d'expédition .....	11,50	
Autres frais généraux .....	160,—	
Divers .....	20,—	
Total des dépenses .....		191,50
En caisse à fin mai :		
Espèces .....	274,02	
Chèques postaux .....	1.158,19	
		1.432,21
		<u>1.623,71</u>

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

A. Azouit (Loire), 30 ; M. B. (Paris), 30 ; Marcel Guenez (Seine-et-Oise), 30 ; Mme Teissier (Alpes-Maritimes), 100. — Total : 190 francs.

### LA SOUSCRIPTION

Jean Duperray (Loire), 6 ; Erich Gerlach (Allemagne), 6 ; Adolphe Jardin (Côte-d'Or), 5 ; Jean Mahé (Finistère), 5. — Total : 22 francs.

# LA LIBRAIRIE DES ÉDITIONS SYNDICALISTES

vous offre les œuvres d'Alfred ROSMER

## Le Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale

TOME 1 : de l'Union Sacrée à Zimmerwald.

Les premières résistances à la guerre.

« Premiers Mai » de guerre.

Une lueur dans la nuit.

avec un **Tableau chronologique** et un **Index des noms cités**, prix 25 F

TOME 2 (1959) : de Zimmerwald à la Révolution russe.

Réveil syndical. Premières grèves.

Verdun.

Les instituteurs syndiqués et la guerre.

Majoritaires et minoritaires socialistes.

avec **des documents de première main**, prix 30 F

les deux volumes 50 F

## Moscou sous Lénine

avec une préface d'Albert Camus prix 6 F

---

Le livre de Nicolas FAUCIER...

## La Presse Quotidienne

Ceux qui la font - Ceux qui l'inspirent

... paraîtra en juillet

Nous informons les retardataires que le **prix de souscription : 10 F**  
est maintenu jusqu'en septembre inclus.

Le C.C.P. du service « LIBRAIRIE » est tenu par

**Robert MARCHETI**

103, rue Orfila - Paris XX<sup>e</sup>

C.C.P. Paris 7473-08